

# EUROBAROMETRE 66.1

L'OPINION PUBLIQUE DANS L'UNION EUROPEENNE

## AUTOMNE 2006

RAPPORT NATIONAL

LUXEMBOURG

Sondage commandité et coordonné par la Direction générale Communication.

Ce rapport a été réalisé pour la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg.

Le présent document ne représente pas le point de vue de la Commission européenne.  
Les interprétations et les opinions qu'il contient n'engagent que leurs auteurs.

# **La perception des politiques de l'UE et de ses institutions**

## **L'opinion des habitants du Luxembourg**

Etude réalisée pour le compte de la  
Représentation de la Commission européenne  
au Luxembourg

Ce document ne reflète pas les points de vue de la Commission européenne  
Toutes interprétations ou opinions exprimées dans ce rapport  
sont celles de l'auteur

20 décembre 2006

## **Sondage Eurobaromètre au Luxembourg**

# **Recul du jugement positif de l'appartenance à l'UE**

### **Le chômage demeure la préoccupation majeure**

Le deuxième semestre 2006 est marqué au Luxembourg par un taux de chômage en progression. Bien qu'il soit toujours parmi les plus faibles de l'UE, il constitue le problème qui focalise le plus l'opinion publique, malgré une situation économique marquée par une croissance économique de plus de 5%. Aux problèmes du marché de l'emploi s'ajoutent la discussion autour du statut unique de tous les salariés pour faire disparaître les différences entre travailleurs dues à leurs statut soit d'ouvrier, soit d'employé privé.

Le sondage Eurobaromètre 66.1 a été réalisé par la Commission européenne en automne 2006 dans 30 pays ou territoires au total: les 25 Etats membres, les deux pays adhérents (Bulgarie et Roumanie), les deux pays candidats (Croatie et Turquie) et le territoire de la Communauté chypriote turque. Il fait le point sur la vie des citoyens et la perception que ceux-ci en ont. Sont analysées également l'image de l'Union européenne et la confiance dans les institutions politiques européennes et nationales.

L'échantillon des sondages Eurobaromètre est de +/- 1.000 personnes par Etat membre. Le Luxembourg fait exception avec un échantillon composé de 503 personnes pour l'EB 66.1 représentatives de la population du Luxembourg avec trois quarts de personnes de nationalité luxembourgeoise et un quart de ressortissants des autres Etats membres de l'UE. Dans son commentaire, le rapport spécial, élaboré pour le compte de la Représentation de la Commission européenne au Luxembourg, se réfère donc aux habitants du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise.

### **Entre satisfaction de la vie menée et pessimisme par rapport à l'évolution du marché du travail**

Les habitants du Luxembourg sont à 93% satisfaits de la vie qu'ils mènent. La plupart des habitants ne s'attendent pas à ce que leur situation personnelle change au cours de l'année à venir. Si on s'attend à une détérioration du marché du travail en général, bien peu nombreuses sont les personnes qui prévoient une évolution négative de leur propre situation professionnelle, constat identique qu'en 2005.

### **Effritement de la confiance aux institutions nationales et européennes et du sentiment d'appartenance à l'Union**

L'effritement de la confiance dans les institutions nationales et vis-à-vis de l'Union européenne continue ; si près de trois quarts de la population du Luxembourg demeurent toujours favorables à l'appartenance de leur pays à l'Union, plus d'un quart est maintenant d'avis cependant que le Luxembourg n'a pas tiré de bénéfices de cette appartenance.

## **La situation économique et l'emploi**

Si la situation économique est jugée bonne, de même que l'appartenance à l'UE qui est avantageuse pour l'économie, la situation de l'emploi est jugée mauvaise au Luxembourg, en partie à cause de cette appartenance et de la mondialisation. De même, le marché unique est apprécié pour favoriser la concurrence ; mais en même temps, on le tient pour responsable de la perte de la compétitivité de bien des entreprises nationales.

## **Union politique et Constitution européenne**

En ce qui concerne l'opinion favorable à l'évolution vers une Union politique européenne, le résultat du Luxembourg est en deçà de la moyenne de l'UE, à la vingtième place seulement de tous les pays membres, soit un recul de six places dans ce classement depuis un an. Même si les interrogés affirment majoritairement comprendre le fonctionnement de l'UE et considèrent que leur voix compte, ils ne se sentent pas impliqués dans les affaires européennes. Mais ils sont largement en faveur de l'euro, d'une politique étrangère commune, d'une politique de sécurité et de défense commune à l'échelle de l'Union, et même d'une Constitution avec, à chaque fois, des taux dépassant la moyenne de l'UE. Une Constitution pour l'Union européenne aurait l'avantage, selon l'opinion publique majoritaire au Luxembourg, de favoriser le fonctionnement politique de l'UE en termes de démocratie, d'efficacité et de transparence, et renforcerait la place de l'Europe dans le monde ainsi que son développement économique.

## **L'élargissement de l'Union européenne**

Le Luxembourg forme avec l'Allemagne et l'Autriche le trio des pays les plus opposés aux futurs élargissements de l'UE. Cependant les trois pays non candidats (Suisse, Norvège et Islande) sont les bienvenus au sein de l'UE, si on demande aux citoyens du Luxembourg leur avis pays par pays. La Turquie se voit rejetée le plus avec l'Albanie. Les résidents du Luxembourg sont très largement opposés à un futur élargissement de l'Union européenne. Seulement un tiers s'exprime pour une poursuite du processus d'élargissement.

## **Les valeurs des citoyens européens**

Les avis sur le partage de valeurs sont très controversés entre les Etats membres de l'UE. Le Luxembourg est majoritairement d'avis qu'il y a plutôt différence que proximité des valeurs. La paix et les Droits de l'Homme sont les deux valeurs essentielles des citoyens au Luxembourg. Il existe néanmoins une grande convergence à ce niveau avec ce que représente l'Union européenne pour ces mêmes personnes. Au sein de l'Union européenne les avis sur la proximité des valeurs entre les Etats membres sont plutôt controversés. Ainsi observe-t-on au niveau Union européenne cinq personnes sur dix qui estiment que les valeurs sont plutôt proches et à l'inverse quatre sur dix qui expriment un avis contraire. Le Luxembourg se différencie nettement de cette moyenne et figure en troisième place parmi les pays qui sont majoritairement d'avis que les Etats membres sont plutôt différents au niveau des valeurs.

Pour clore ce rapport une série de graphiques supplémentaires dresse la carte de l'UE de certaines libertés individuelles telles qu'elles sont jugées par les opinions publiques nationales.

## Sommaire

<b>Sondage Eurobaromètre au Luxembourg .....</b>	<b>2</b>
<b>Eurobaromètre, des sondages réguliers.....</b>	<b>6</b>
<b>Répartition sociodémographique de l'échantillon au Luxembourg.....</b>	<b>7</b>
<b>I. Aperçu de l'opinion .....</b>	<b>8</b>
I.1. Vie et situation personnelle.....	8
I.2. Les attentes pour l'avenir .....	10
I.3. Les institutions .....	14
I.4. Le sentiment d'appartenance.....	15
I.5. Bénéfices tirés de l'appartenance à l'Union européenne .....	16
I.6. Les deux plus importants problèmes auxquels le Luxembourg doit faire face .....	18
I.7. Rôle positif joué par l'Union européenne au niveau international.....	19
<b>II. La situation économique et l'emploi.....</b>	<b>20</b>
II.1. Jugement de la situation.....	20
II.2. Avantages et inconvénients de l'appartenance à l'Union européenne .....	20
II.3. Perception du marché unique et des améliorations de la performance de l'économie européenne.....	22
<b>III. Union politique et Constitution européenne .....</b>	<b>25</b>
III.1. Pour ou contre une Union politique européenne.....	25
III.2. L'individu et l'Union européenne .....	26
III.3. Le lieu de décision : niveau national ou niveau de l'UE.....	29
III.4. Les actions prioritaires de l'Union européenne .....	30
III.5. Vue sur la Constitution européenne.....	31
III.6. La Constitution européenne : nécessaire ou non ? .....	32

<b>IV. L'élargissement de l'Union européenne .....</b>	<b>33</b>
IV.1. Les élargissements futurs .....	33
IV.2. Quels Etats doivent entrer dans l'UE ? .....	34
IV.3. Perception de la Turquie par les citoyens de l'UE .....	35
<b>V. Les valeurs des citoyens européens.....</b>	<b>39</b>
V.1. Le partage de valeurs .....	40
V.2. Les valeurs qui comptent le plus face à celles représentées par l'UE.....	41
V.3. Appréciations de certaines libertés individuelles à travers l'Union européenne .....	42

## **Eurobaromètre, des sondages réguliers**

Un échantillon de 503 personnes au Luxembourg tenant compte de la diversité démographique

Les sondages Eurobaromètre sont effectués deux fois par an, au printemps et en automne, depuis 1973, pour le compte de la Direction générale Communication de la Commission européenne. Le présent Eurobaromètre 66.1 a été effectué au Luxembourg entre le 6 septembre et le 5 octobre 2006.

Une même série de questions est soumise à des échantillons représentatifs de la population âgée de quinze ans et plus dans chaque pays. L'échantillon des sondages Eurobaromètre est de +/- 1.000 personnes par Etat membre. Le Luxembourg fait exception avec un échantillon composé de 503 personnes pour l'EB 66.1, dont 75% sont de nationalité luxembourgeoise et 25% des ressortissants des autres Etats membres de l'UE.

Vu la part très élevée de ressortissants étrangers, le présent rapport doit tenir compte de cette particularité du Luxembourg en se référant, dans son commentaire, aux résidents ou habitants du Luxembourg, entité plus large que les seuls citoyens de nationalité luxembourgeoise et qui comprend donc tous les citoyens originaires des Etats membres de l'Union européenne.

Le sondage a été effectué durant une période marquée au Luxembourg notamment par la mise en œuvre de l'accord obtenu en réunion tripartite, composée des représentants des syndicats, du patronat et du Gouvernement, sur un paquet de réformes visant au rétablissement économique, budgétaire et social du pays.

La première partie analyse le contexte dans lequel les opinions des citoyens évoluent. Sont abordés la satisfaction personnelle des citoyens, leurs attentes pour l'avenir et leur perception du marché de l'emploi. De même sont traitées dans cette partie la confiance dans les institutions nationales et vis-à-vis de l'Union européenne, l'attitude générale par rapport à l'appartenance à l'Union et le bénéfice qui en est retiré.

La deuxième partie analyse la perception de la situation économique et de l'emploi.

La troisième partie porte sur l'Union politique et la Constitution européenne.

La quatrième partie examine la problématique de l'élargissement de l'Union européenne, question qui divise l'opinion publique des Etats membres.

Dans la cinquième partie sont présentées pour la première fois des indications sur les valeurs partagées à travers l'Union européenne et l'appréciation inégale de différentes libertés individuelles.

Les chiffres mentionnés dans le présent rapport pour l'Union européenne se réfèrent aux résultats relevés auprès des citoyens de l'UE-25. Le rapport de l'Eurobaromètre 66.1, couvrant plus spécialement le Luxembourg, a été élaboré par TNS ILRES Luxembourg.

Le rapport global ainsi que les rapports sur les autres Etats membres sont disponibles sur le site Internet de la Commission européenne sous l'adresse: [http://ec.europa.eu/comm/public\\_opinion/](http://ec.europa.eu/comm/public_opinion/)

## Répartition sociodémographique de l'échantillon au Luxembourg

L'échantillon luxembourgeois pour le présent sondage est composé de 503 personnes, dont 75% sont de nationalité luxembourgeoise. Les ressortissants d'autres Etats membres faisant partie de l'échantillon luxembourgeois se répartissent comme suit:

BE	Belgique	3%
DE	Allemagne	1%
FR	France	4%
IT	Italie	3%
PT	Portugal	10%
autres	autres citoyens issus de l'UE	3%

### Répartition par sexe

Hommes	44%
Femmes	56%

### Répartition par classe d'âge

15-24 ans	12%
25-39 ans	19%
40-54 ans	28%
+ 55 ans	41%

### Répartition par classe socioprofessionnelle

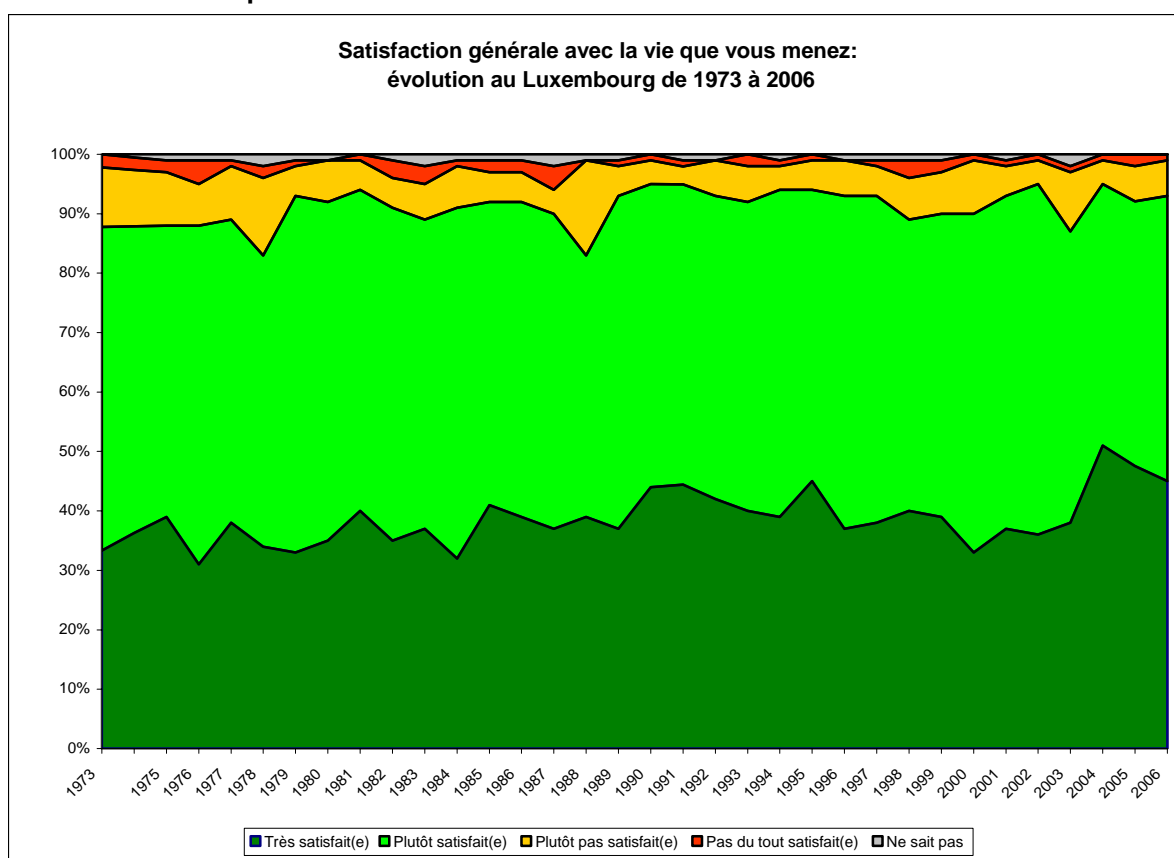
Indépendants	6%
Salariés	34%
Non actifs	60%



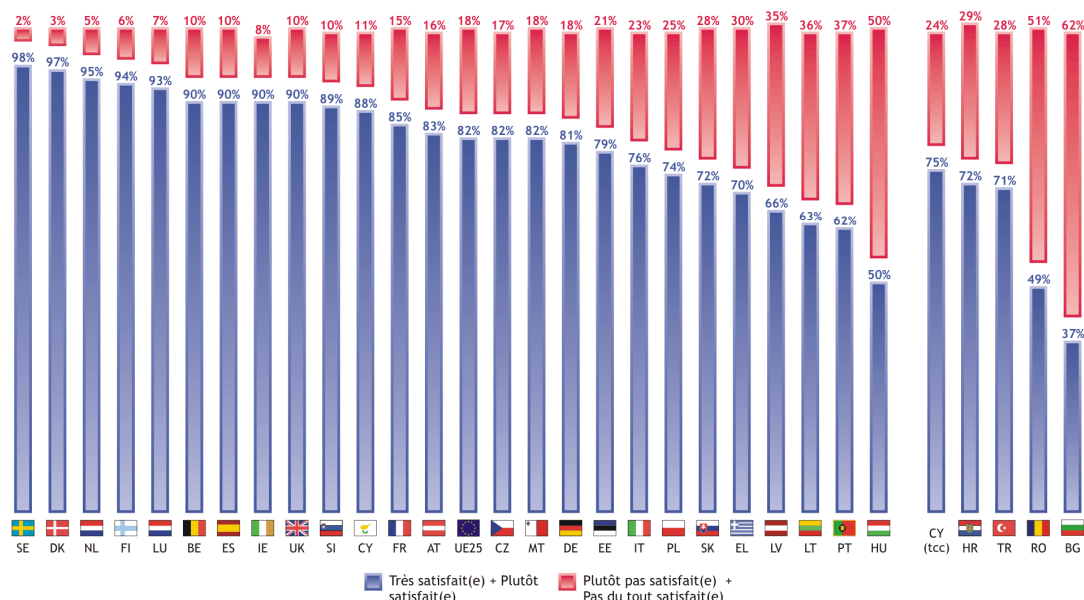
## I. Aperçu de l'opinion

La première partie analyse le contexte dans lequel les opinions des citoyens évoluent. Sont abordés la satisfaction personnelle des citoyens ainsi que leurs attentes pour l'avenir. Ainsi il ressort que 93% des habitants du Luxembourg sont satisfaits de la vie qu'ils mènent. La plupart des habitants ne s'attendent pas à ce que leur situation personnelle change au cours de l'année à venir. Si on s'attend à une détérioration du marché du travail en général, bien peu nombreuses sont les personnes qui prévoient une évolution négative de leur propre situation professionnelle, constat identique qu'en 2005. L'effritement de la confiance dans les institutions nationales et vis-à-vis de l'Union européenne continue ; si près de trois quarts de la population du Luxembourg demeurent toujours favorables à l'appartenance de leur pays à l'Union, plus d'un quart est maintenant d'avis cependant que le Luxembourg n'a pas tiré de bénéfices de cette appartenance.

### I.1. Vie et situation personnelle



Question: QA3. D'une façon générale, êtes-vous très satisfait(e), plutôt satisfait(e), plutôt pas satisfait(e) ou pas du tout satisfait(e) de la vie que vous menez ?



A la question s'ils sont satisfaits ou non de la vie qu'ils mènent, 93% des sondés au Luxembourg déclarent être très ou plutôt satisfaits de leur vie (UE : 82%). Non satisfaits se disent 7% des personnes interrogées au Luxembourg, contre 18% au niveau européen. Le Grand-Duché se classe en cinquième position parmi les taux de satisfaction les plus élevés, derrière la Suède (98%), le Danemark (97%), les Pays Bas (95%) et la Finlande (94%).

Bien qu'une très large majorité exprime sa satisfaction avec la vie menée, le taux de satisfaction atteint des niveaux particulièrement bas en Hongrie (50%), au Portugal (62%), en Lettonie (63%) et en Lituanie (66%). Notons encore les taux de satisfaction très faibles mesurés en Roumanie (49%) et Bulgarie (37%), pays qui vont rejoindre l'UE au 1<sup>er</sup> janvier 2007.

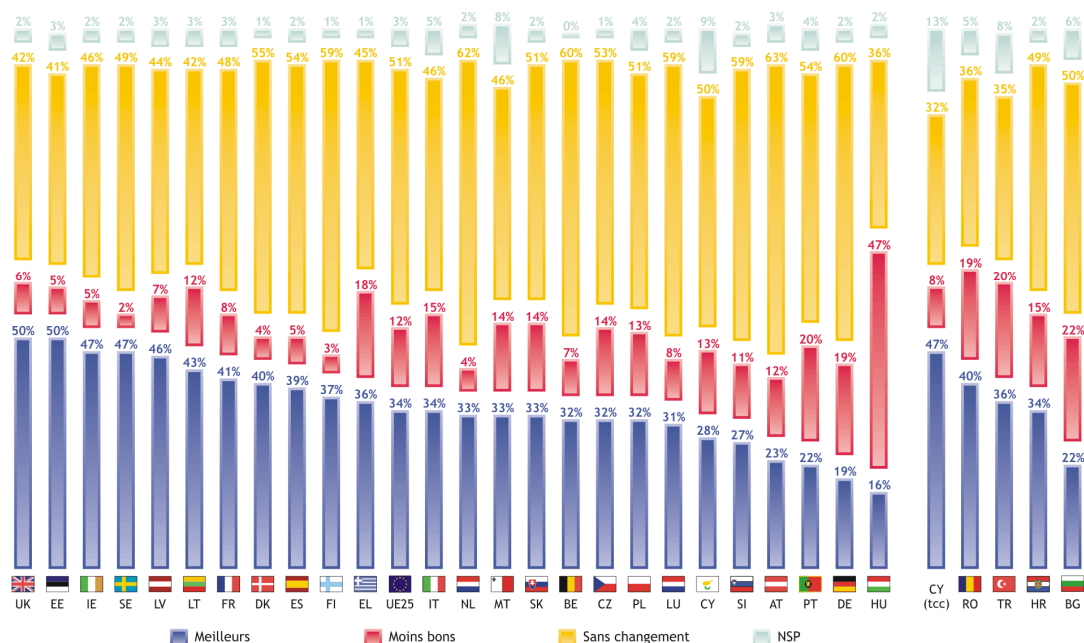
La carte de l'Europe illustre bien les différences géographiques au niveau du taux de satisfaction ; les scores les plus élevés sont observés dans les pays scandinaves, le Benelux, l'Espagne, les îles britanniques, et de manière plus isolée la Slovénie, seul pays ayant intégré l'UE récemment à obtenir un score très élevé (89%).

Au Luxembourg, nous constatons que la situation est stable par rapport au printemps 2006 et qu'elle reste marquée par un taux de satisfaction évoluant autour de 90% depuis les années 1980.

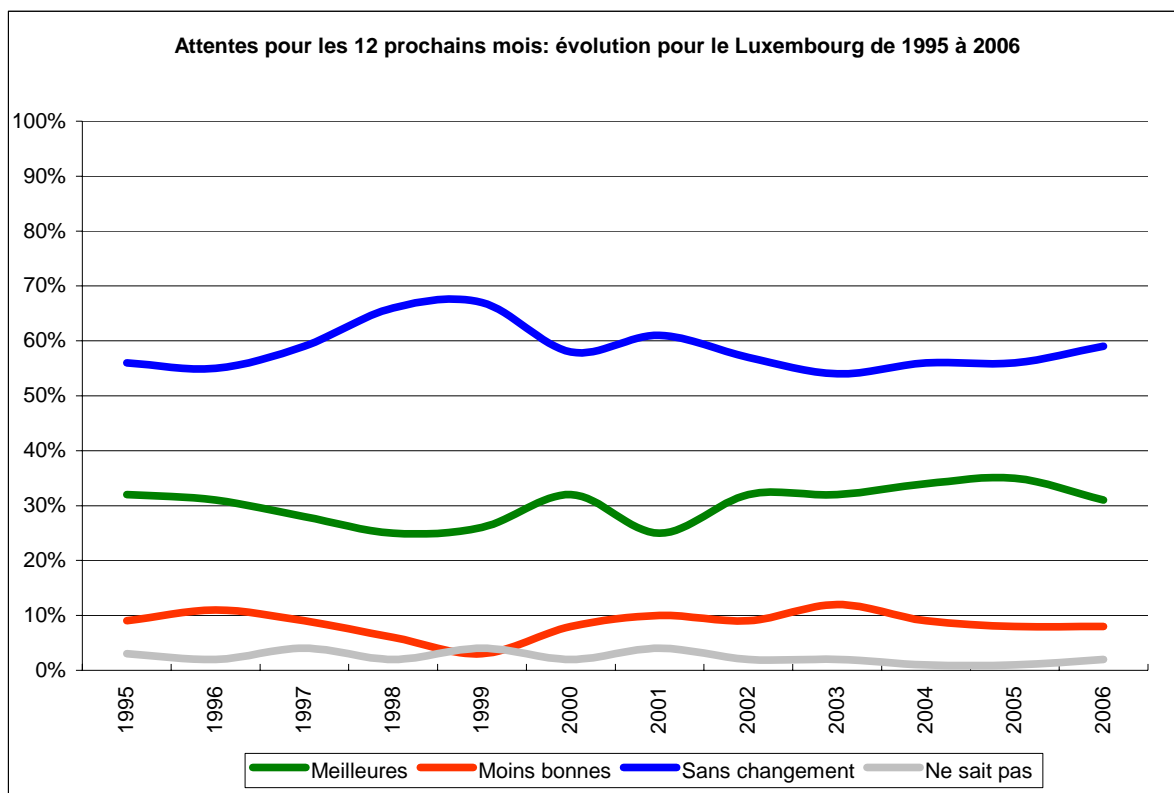
## I.2. Les attentes pour l'avenir

Question: QA4\_1. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

Possibilité: Votre vie en général

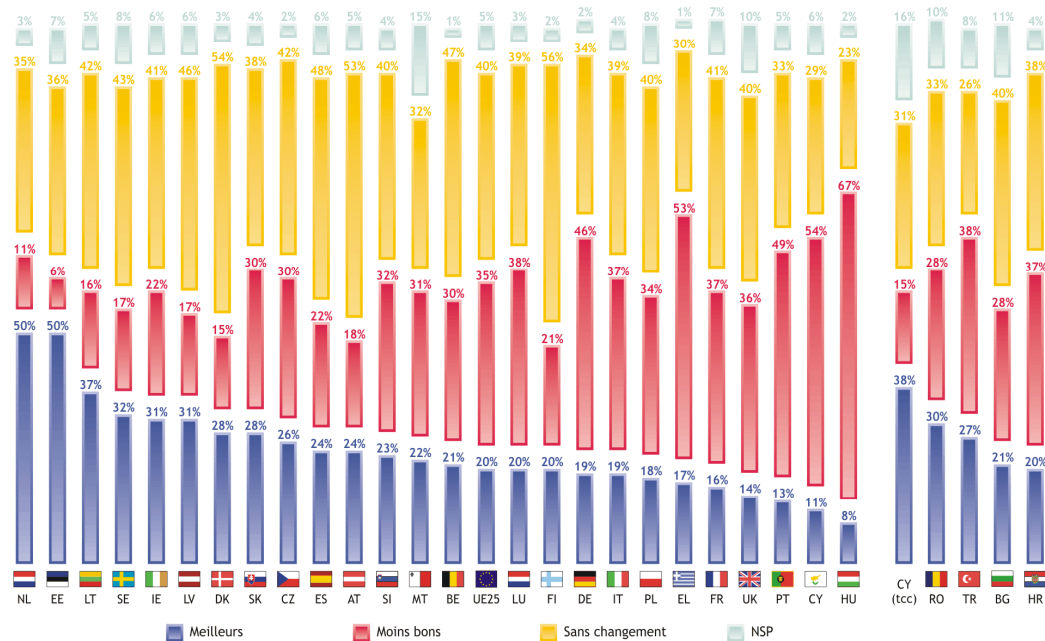


Au Luxembourg, 31% des sondés (UE: 34%) pensent que leur vie s'améliorera au cours des 12 mois à venir, 8% (UE: 12%) s'attendent à une détérioration et 59% (UE: 51%) estiment qu'il n'y aura pas de changements. Les plus optimistes sont actuellement les Britanniques (50%), ex aequo avec les Estoniens et les Irlandais (47%) ex aequo avec les Suédois (47%). Les Hongrois sont de loin les plus pessimistes parmi les pays de l'UE avec presque la moitié d'opinions négatives.

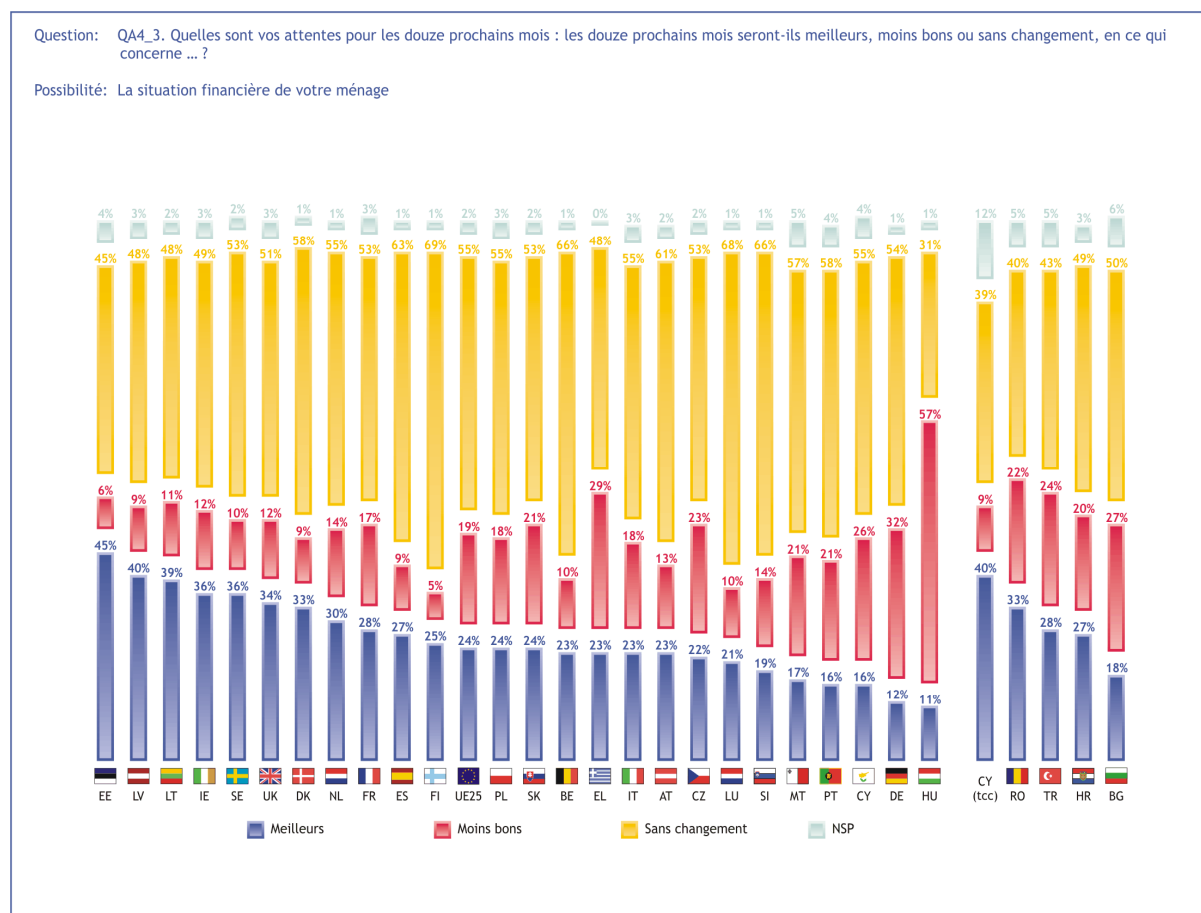


Question: QA4\_2++. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

Possibilité: La situation économique en (NOTRE PAYS)



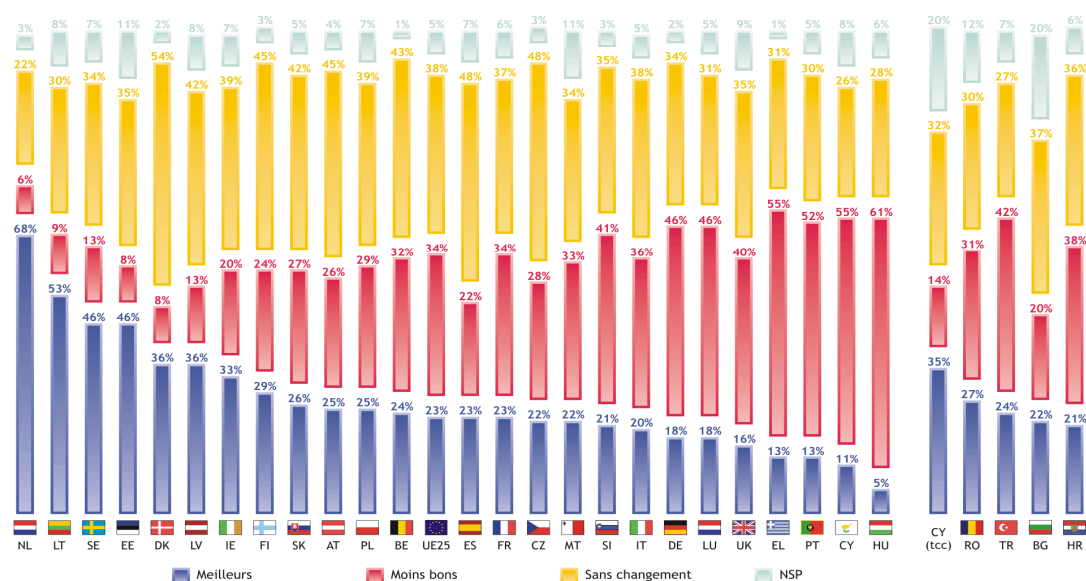
En ce qui concerne les attentes à l'égard de l'évolution de la situation économique des pays au cours des 12 prochains mois, le pessimisme est plus accentué, aussi bien au Luxembourg qu'en moyenne européenne. Ainsi, il n'y a que 20% des sondés au Luxembourg (UE: 20%) qui sont optimistes, 38% pessimistes (UE: 35%) quant à la situation économique future du Luxembourg. En 2005 comme en 2006 les résultats luxembourgeois ont été très proches de la moyenne européenne.



Quant à la situation financière de leur ménage, 21% (19% au printemps 2006) des sondés au Luxembourg se montrent optimistes (UE: 24%), contre 10% (19% au printemps 2006) de pessimistes (UE: 19%). Toutefois plus de la majorité des personnes interrogées au Luxembourg (68%, UE: 55%) pense que la situation financière de leur ménage ne changera pas dans les prochains 12 mois.

Question: QA4\_4+-. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

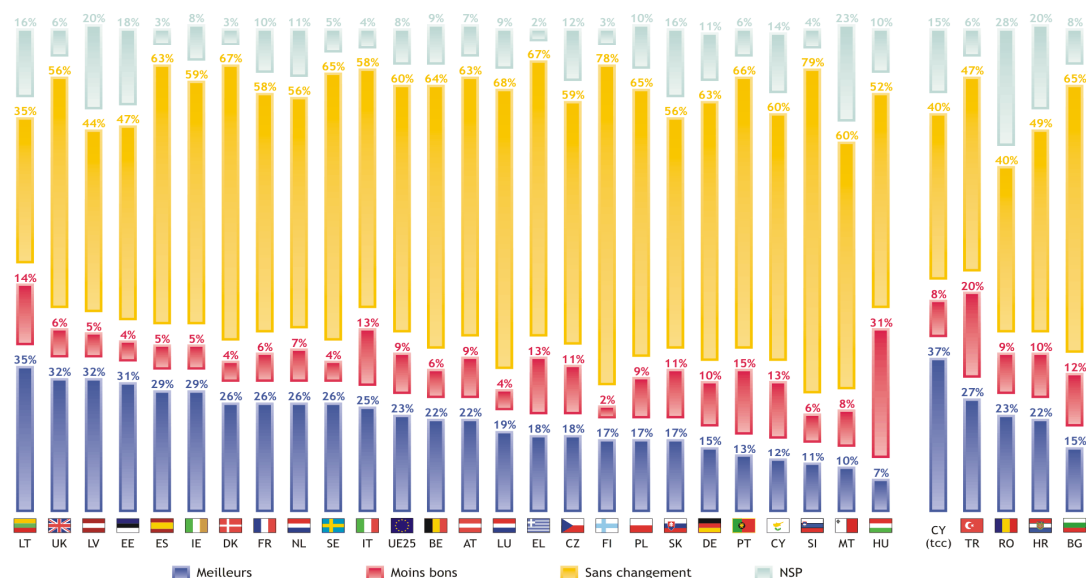
Possibilité: La situation de l'emploi en (NOTRE PAYS)



Quant à la situation du marché de travail, les sondés au Luxembourg manifestent toujours un pessimisme prononcé, cependant moins prononcé que celui du dernier Eurobaromètre. 46% (plus 20 pour cent) des personnes interrogées (UE: 34%) pensent que la situation de l'emploi sera plus mauvaise dans 12 mois. Seulement 18% (UE: 23%) sont optimistes et s'attendent à une amélioration de la situation. Le taux de chômage au Luxembourg, bien qu'assez bas par rapport à la moyenne européenne, est en augmentation constante ces dernières années, évolution qui se répercute évidemment sur l'opinion publique. Au niveau européen, le pessimisme est le plus marqué en Hongrie (61%).

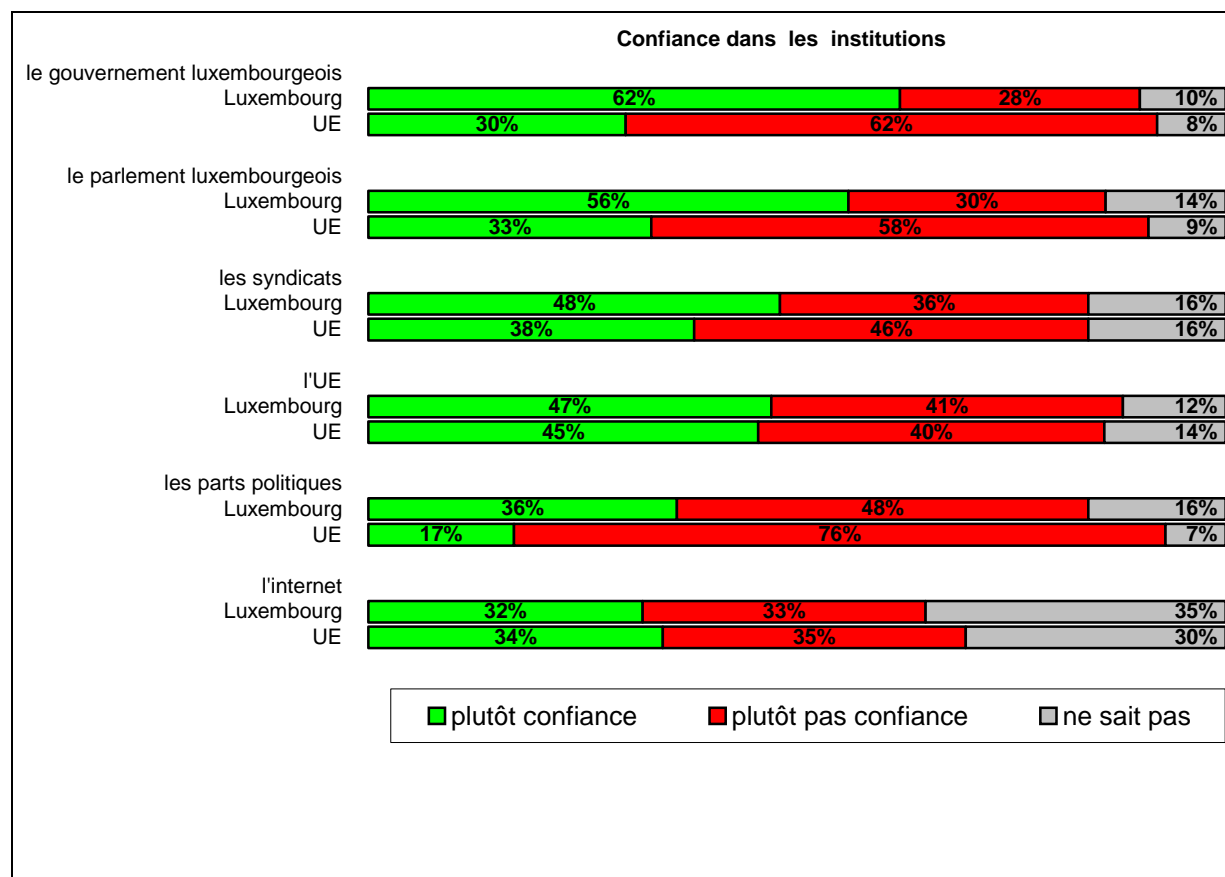
Question: QA4\_5. Quelles sont vos attentes pour les douze prochains mois : les douze prochains mois seront-ils meilleurs, moins bons ou sans changement, en ce qui concerne ... ?

Possibilité: Votre situation professionnelle



Sur le plan professionnel personnel, la grande majorité des sondés au Luxembourg (68%, UE: 60%) ne s'attend pas à des changements durant les 12 prochains mois. Parmi les personnes restantes, les optimistes (19%) sont néanmoins bien plus nombreux que les pessimistes (4%) et même légèrement plus nombreux qu'au printemps 2006 (18%).

### I.3. Les institutions



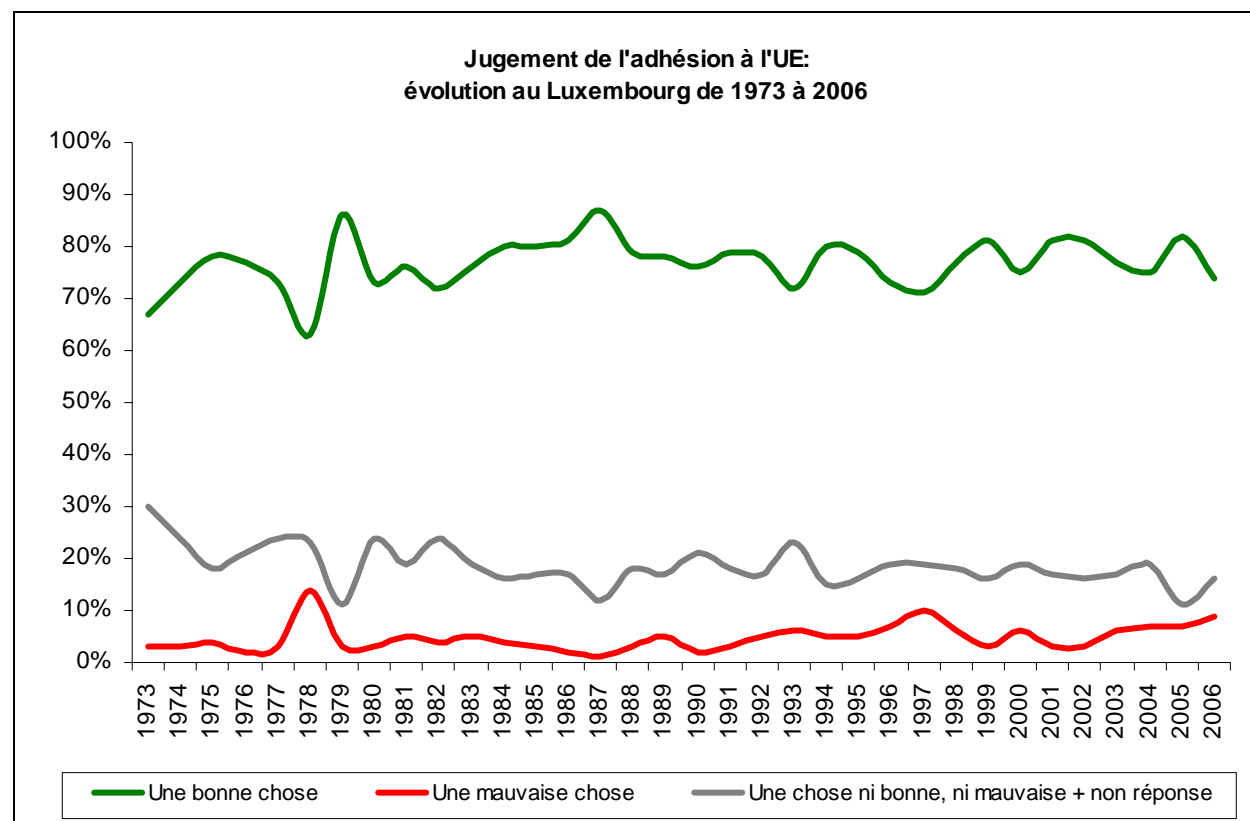
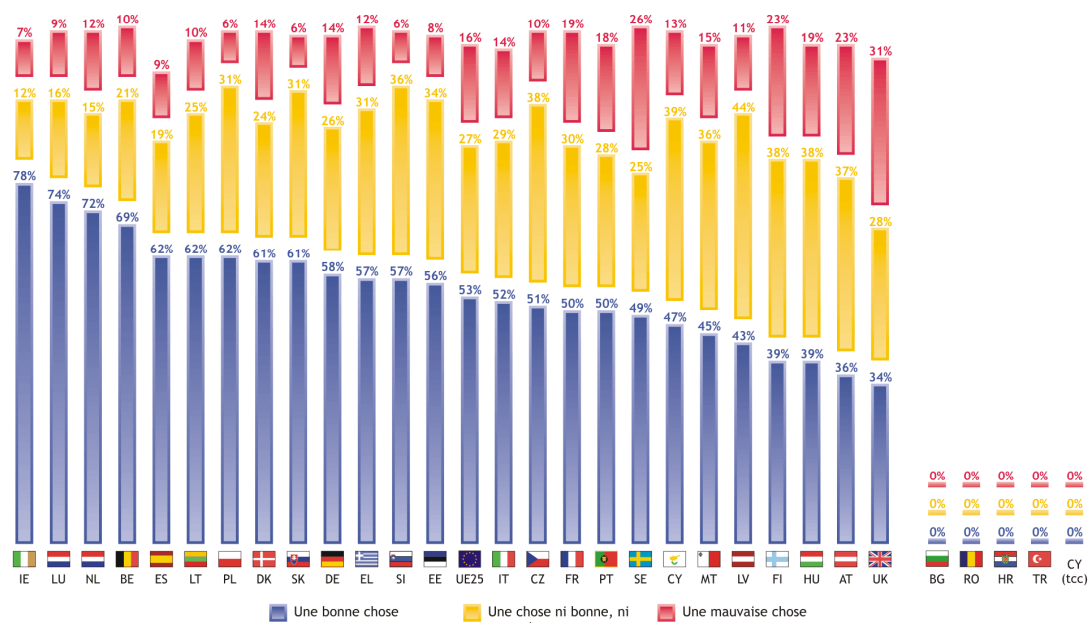
Les citoyens du Luxembourg accordent généralement une confiance bien plus grande à leurs institutions si on les compare aux citoyens de l'Union dans son ensemble. Le degré de confiance le plus important revient au Gouvernement avec 62% (UE : 30%), suivi de la Chambre des députés 56% (UE : 33%), les syndicats 48% (UE : 38%) et des partis politiques 36% (UE : 17%).

Nous observons un effritement de la confiance accordée aux institutions au Luxembourg depuis l'Eurobaromètre de printemps 2006: -3 points pour le Gouvernement, -2 points pour la Chambre des Députés, -3 points pour les syndicats et -5 points pour les partis politiques qui restent quasi constants à un niveau très faible. Depuis le référendum sur le projet de traité pour une Constitution pour l'Europe du 10 juillet 2005 où le NON a recueilli près de 46% des voix, les institutions publiques doivent faire face à une perte de confiance continue.

L'Union européenne (LU : 47% ; UE : 45%) en tant que telle a perdu 7 points de confiance depuis le printemps 2006.

## I.4. Le sentiment d'appartenance

Question: QA7a(29). D'une façon générale, pensez-vous que le fait pour (NOTRE PAYS) de faire partie de l'Union européenne est ... ?

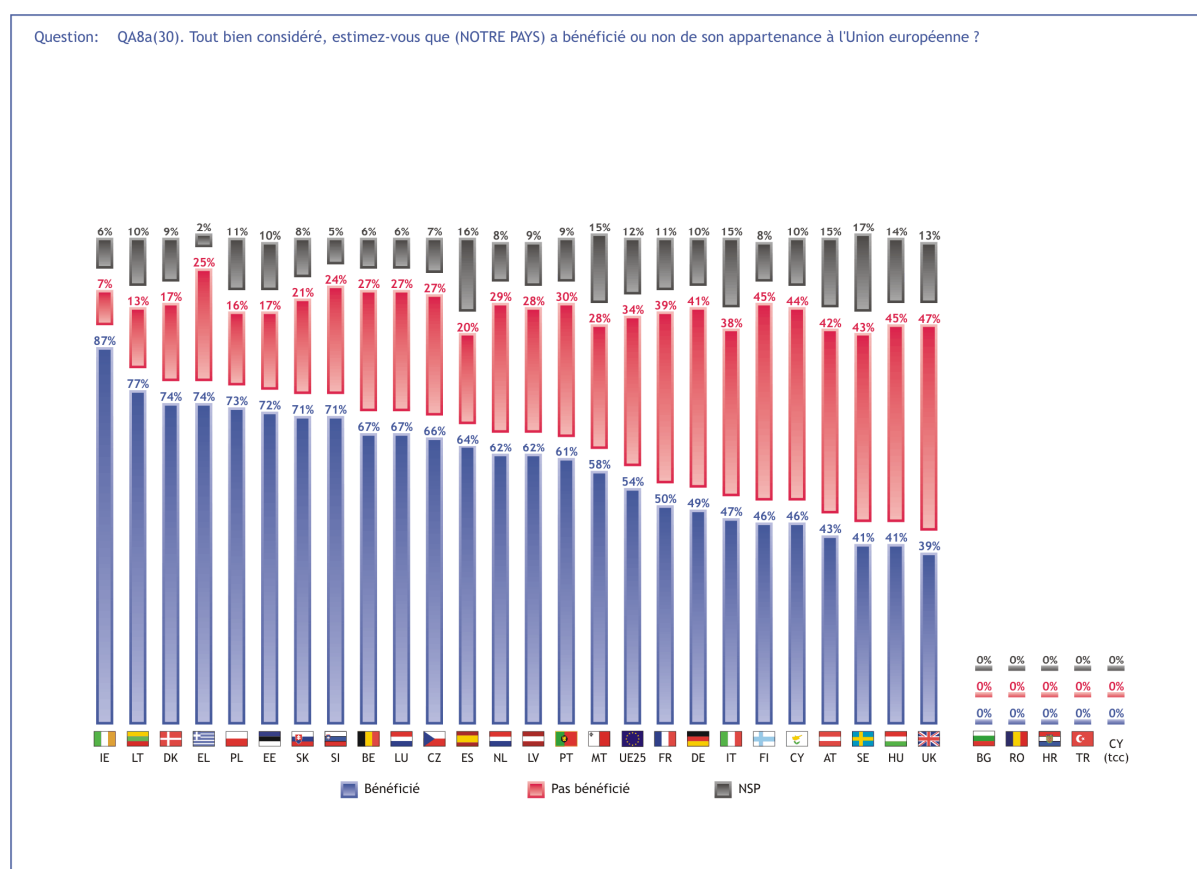




Au Luxembourg, 74% des sondés déclarent que l'appartenance du Luxembourg à l'Union européenne est une bonne chose (UE: 53%). Ce taux a de nouveau augmenté de 2 points après avoir baissé sensiblement au printemps 2006, (-6 points par rapport à l'Eurobaromètre de printemps 2005). Le Luxembourg n'occupe plus que la deuxième place du classement alors qu'il était en tête de liste en 2004.

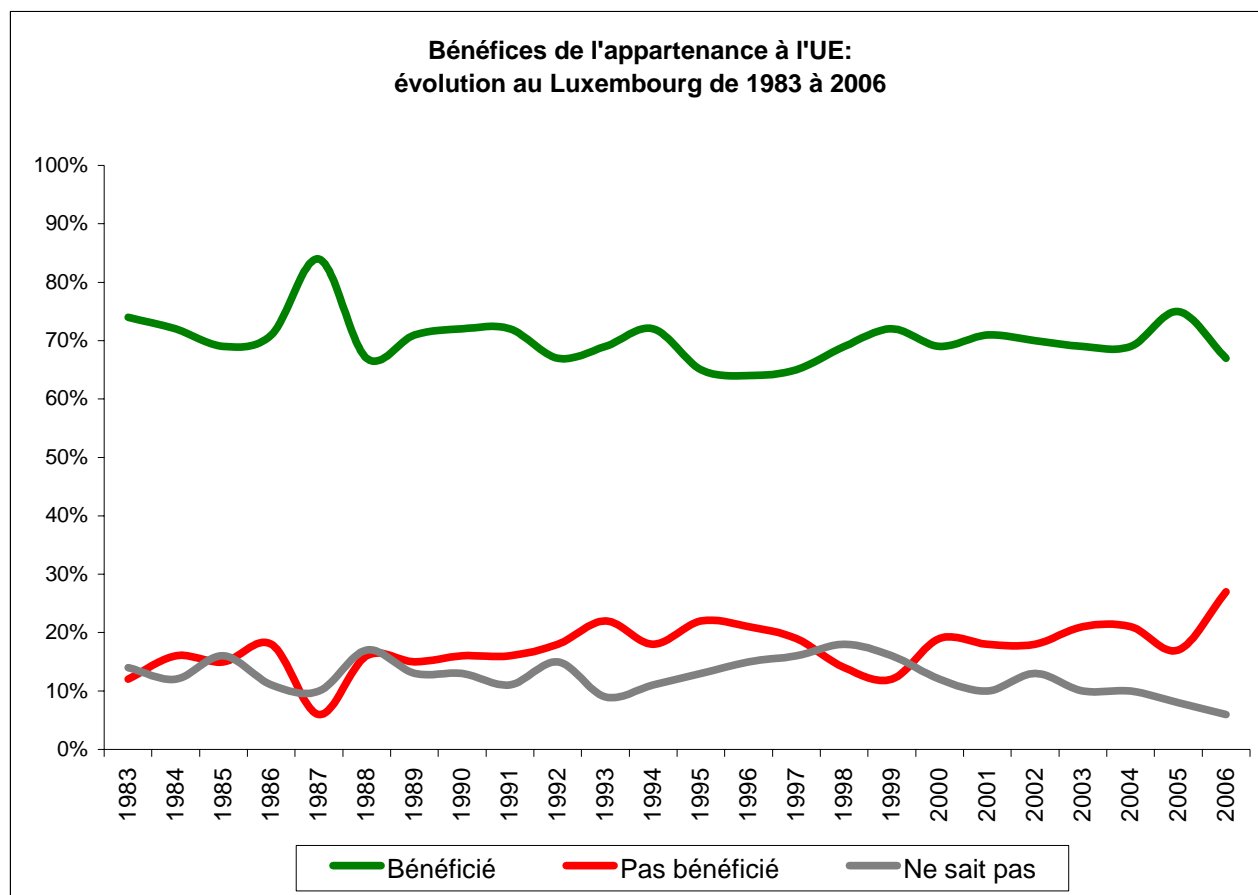
Remarquons qu'au niveau de tous les pays membres de l'UE, nous observons une majorité relative d'opinions favorables à l'appartenance à l'UE dans 8 pays et une majorité absolue dans les 17 autres pays. Les valeurs défavorables les plus importantes ont été recueillies au Royaume-Uni (31%), en Suède (26%) et en Autriche (23%).

## I.5. Bénéfices tirés de l'appartenance à l'Union européenne

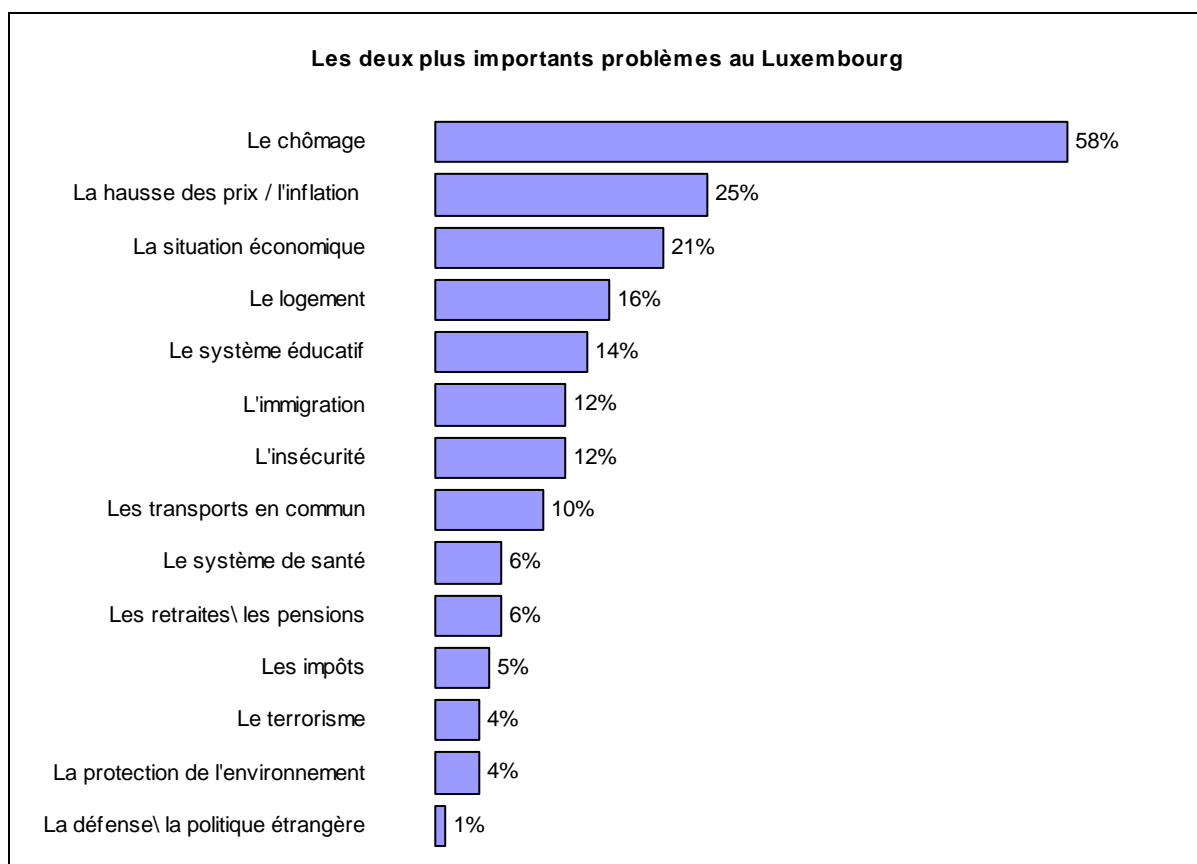


En corollaire à la question précédente, presque deux tiers des personnes interrogées au Luxembourg (67%, en baisse de 4 points par rapport au printemps 2006) estiment que le Luxembourg a bénéficié de son appartenance à l'Union européenne (UE: 54%). Avec ce taux, le Luxembourg se situe seulement à la dixième place, alors qu'il se situait encore à la sixième place au printemps 2006 et à la deuxième place en 2005.

Le graphique ci-dessous fait état de résultats mitigés ou controversés selon le point de vue. Les scores positifs ou 'favorables à l'Europe' évoluent autour de 70%. Les réponses négatives ou défavorables sont en forte croissance et atteignent leur niveau le plus élevé jamais atteint. Le Luxembourg se distingue toutefois encore par des résultats globalement plus favorables à l'Union que la moyenne de l'UE.



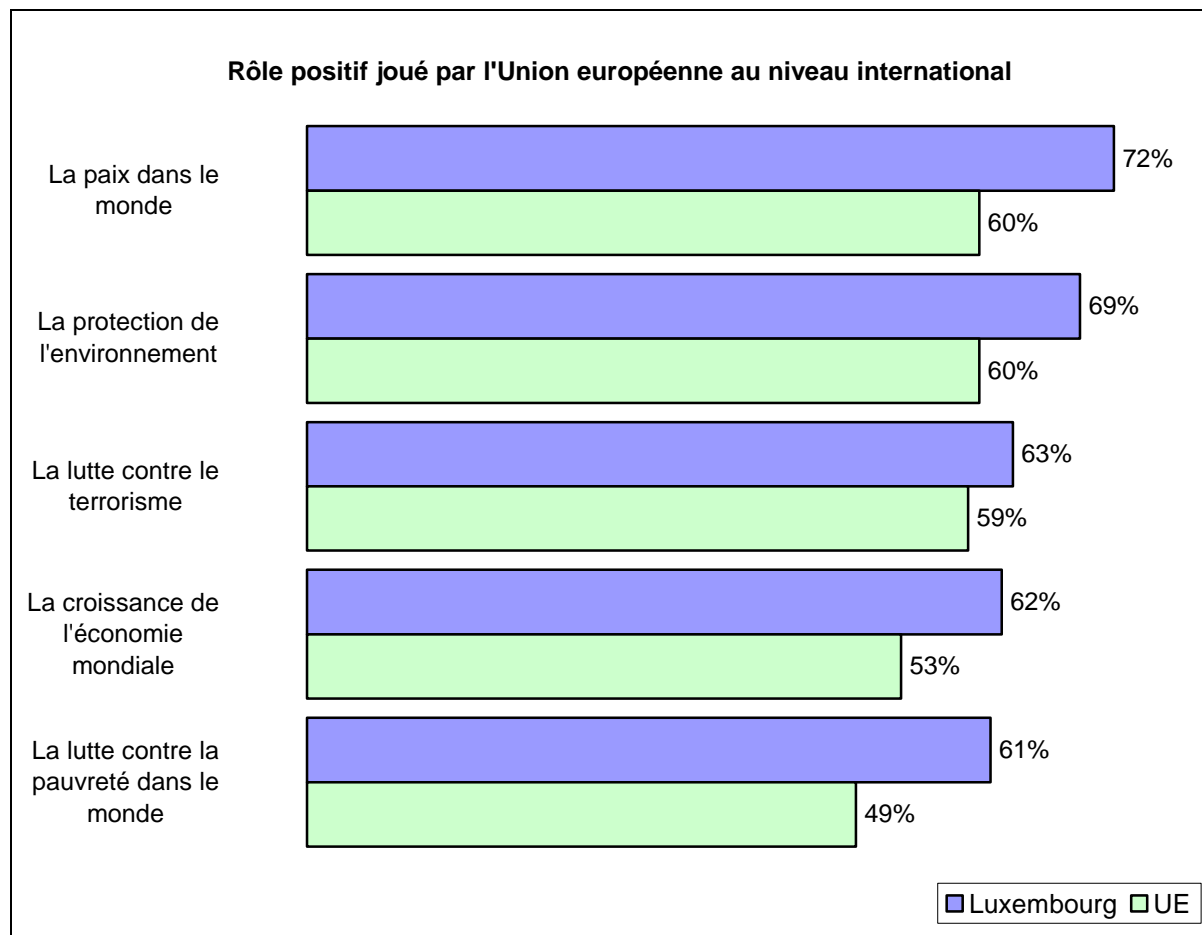
## I.6. Les deux plus importants problèmes auxquels le Luxembourg doit faire face



Bien que le taux de chômage au Luxembourg soit parmi les plus faibles de l'UE-25, il constitue le problème qui focalise le plus l'opinion publique ; en effet, c'est sa progression continue depuis plus de 2 ans qui inquiète la population, régulièrement alarmée par des nouvelles de fermetures d'usine ou de licenciements collectifs. Avec un écart significatif (plus de 33 points en moins), nous trouvons à la deuxième place l'inflation qui atteint en automne 2006 un niveau dépassant les 3%, valeur supérieure à la moyenne de l'UE. Juste derrière est classée la situation économique générale comme troisième problème le plus important auquel le Luxembourg est confronté.

Les autres questions qui préoccupent les citoyens au Luxembourg en automne 2006 sont dans l'ordre : le logement (16%), le système éducatif (14%), l'immigration (12%), l'insécurité (12%) et les transports en commun (10%).

### I.7. Rôle positif joué par l'Union européenne au niveau international

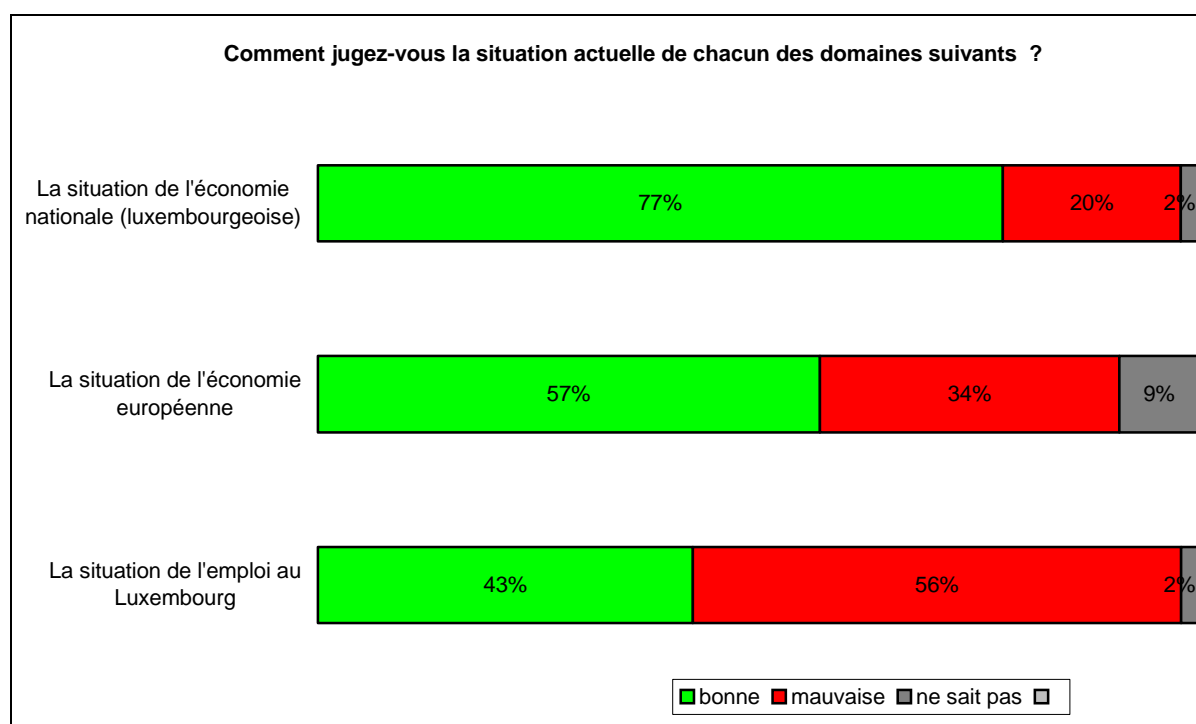


Au Luxembourg davantage que dans l'Union européenne dans son ensemble, l'Union européenne bénéficie d'une image positive comme acteur politique international, due essentiellement à sa contribution à la paix dans le monde et à la protection de l'environnement.

## II. La situation économique et l'emploi

Si la situation économique est jugée bonne, de même que l'appartenance à l'UE qui est avantageuse pour l'économie, la situation de l'emploi est jugée mauvaise au Luxembourg, en partie à cause de cette appartenance et de la mondialisation. De même, le marché unique est apprécié pour favoriser la concurrence, mais au contraire est supposé être à la source de la perte de la compétitivité de bien des entreprises nationales.

### II.1. Jugement de la situation



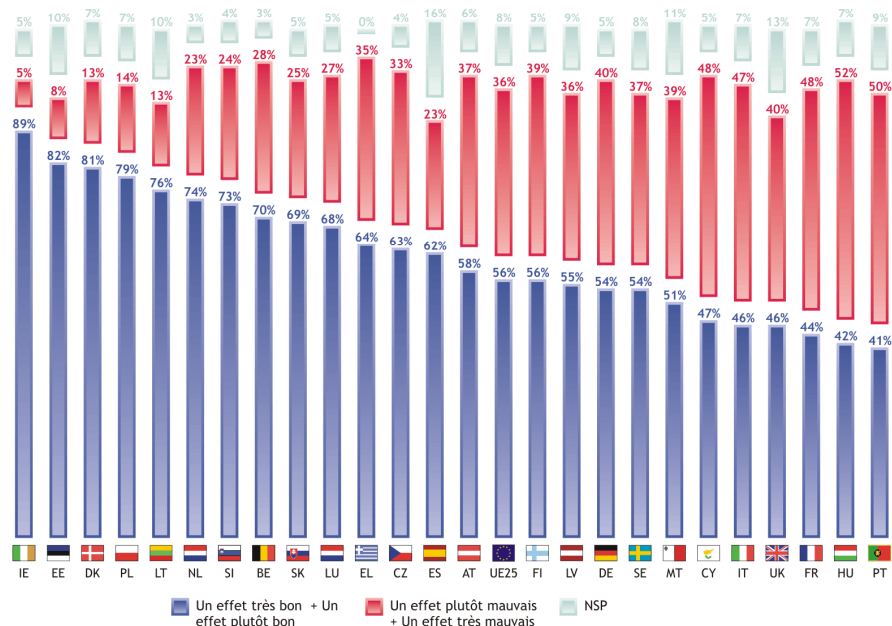
Le graphique ci-dessus illustre la situation quelque peu paradoxale dans laquelle se trouve le Luxembourg : une perception de la situation économique luxembourgeoise positive qui correspond aux statistiques économiques les plus récentes, de même pour la perception de l'économie européenne, et un jugement négatif de la situation de l'emploi dû au niveau élevé du chômage, perception qui n'est pas contrebalancée par le fait que l'économie nationale continue à créer des emplois et n'a jamais occupé autant d'hommes et de femmes qu'en 2006.

### II.2. Avantages et inconvénients de l'appartenance à l'Union européenne

Les deux graphiques suivants font également état d'une perception paradoxale de l'appartenance du Luxembourg à l'Union européenne ; en effet presque sept résidents sur dix (LU : 68% ; UE : 56%) estiment que cette appartenance est avantageuse pour l'économie nationale. La moitié de la population (LU : 53% ; UE : 51%) juge néanmoins cette même appartenance comme un inconvénient pour le marché de l'emploi. En analysant les différents pays de l'UE, on constate des écarts très importants : signalons par exemple que l'Irlande juge son appartenance sur les deux plans comme très avantageuse à plus de 80%. A l'inverse le sentiment négatif domine actuellement en Italie et en France, deux des six pays fondateurs de la Communauté européenne.

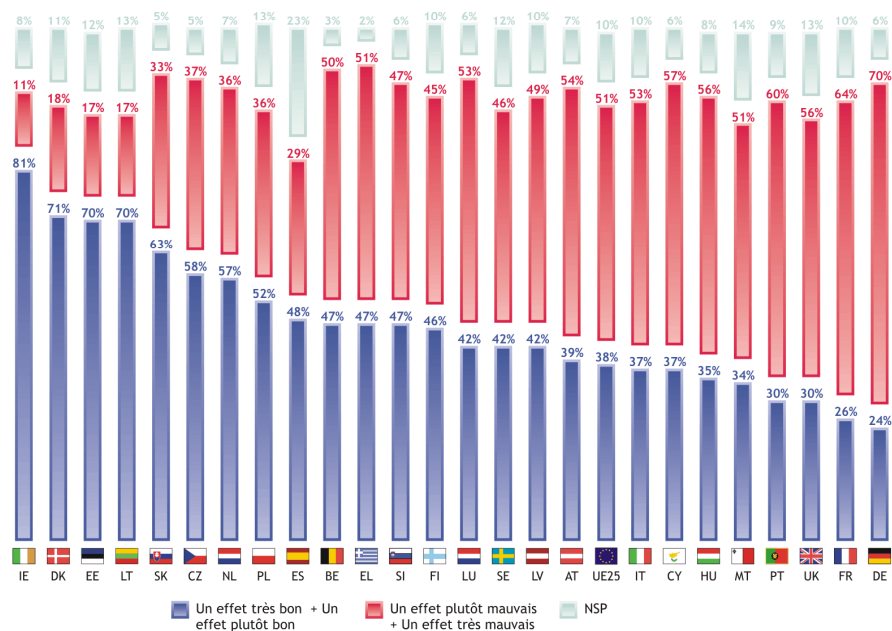
Question: QA9a\_2. Tout le monde n'est pas d'accord sur les avantages et les inconvénients qu'il y a pour (NOTRE PAYS) à faire partie de l'Union européenne. Je vais vous citer quelques domaines, et pour chacun j'aimerais que vous me disiez si le fait que (NOTRE PAYS) fait partie de l'Union européenne a un effet très bon, plutôt bon, plutôt mauvais ou très mauvais.

Possibilité: Notre économie



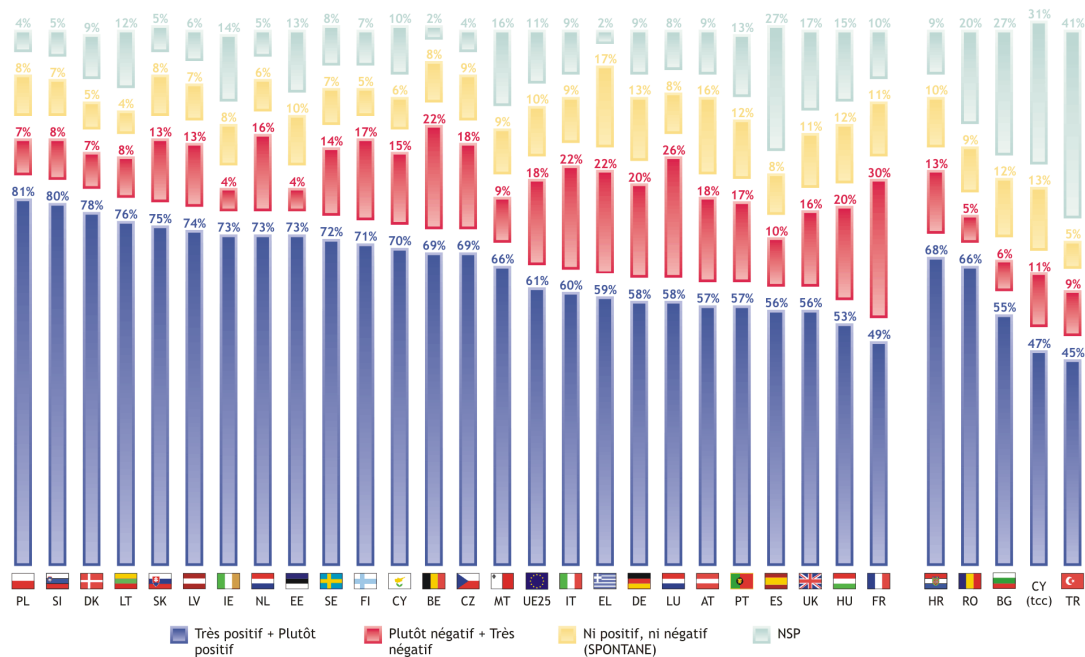
Question: QA9a\_6. Tout le monde n'est pas d'accord sur les avantages et les inconvénients qu'il y a pour (NOTRE PAYS) à faire partie de l'Union européenne. Je vais vous citer quelques domaines, et pour chacun j'aimerais que vous me disiez si le fait que (NOTRE PAYS) fait partie de l'Union européenne a un effet très bon, plutôt bon, plutôt mauvais ou très mauvais.

Possibilité: L'emploi dans notre pays

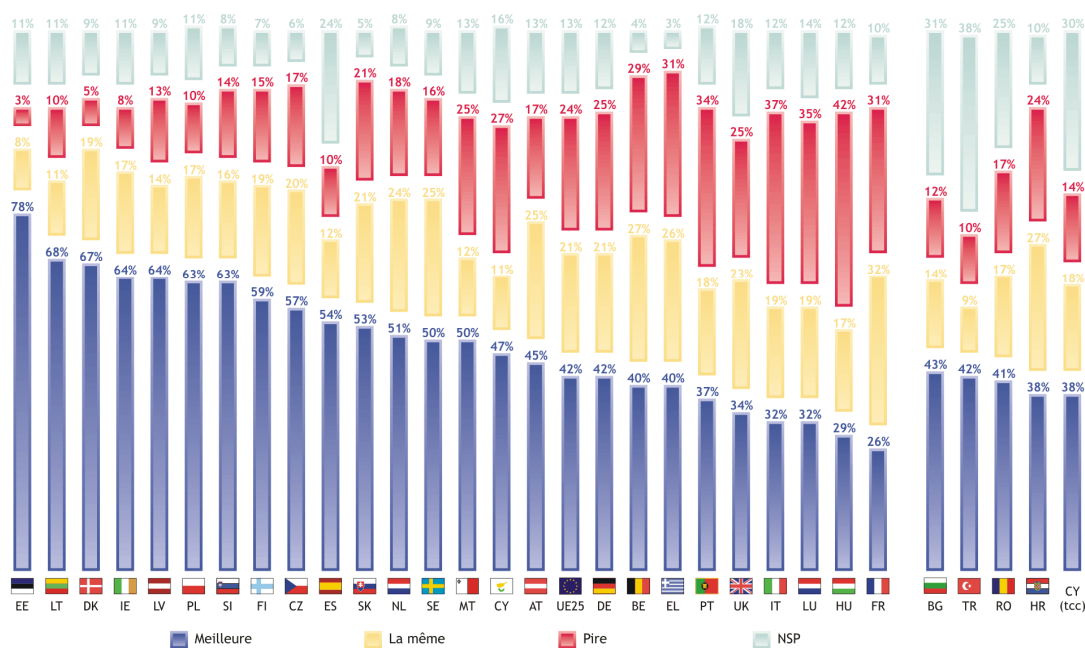


## II.3. Perception du marché unique et des améliorations de la performance de l'économie européenne

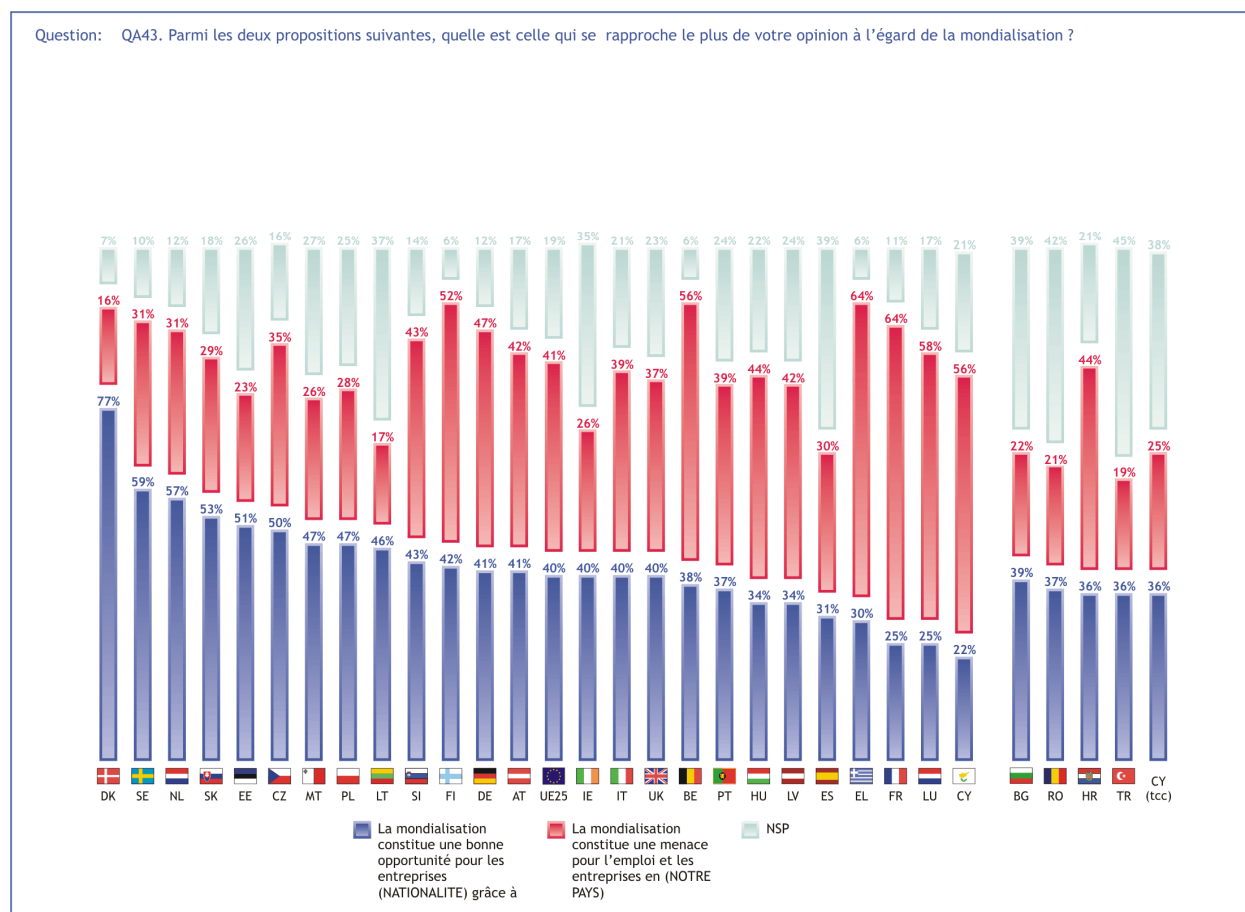
Question: QA40. Le marché unique a augmenté la concurrence dans un certain nombre de domaines tels que les transports, les services de télécommunication, les services bancaires et les assurances. D'une manière générale, diriez-vous que cela a un effet ... ?



Question: QA41. Par rapport à il y a 10 ans, pensez-vous qu'à cause du marché unique, la compétitivité internationale des entreprises (NATIONALITE) soit maintenant meilleure, pire ou la même ?



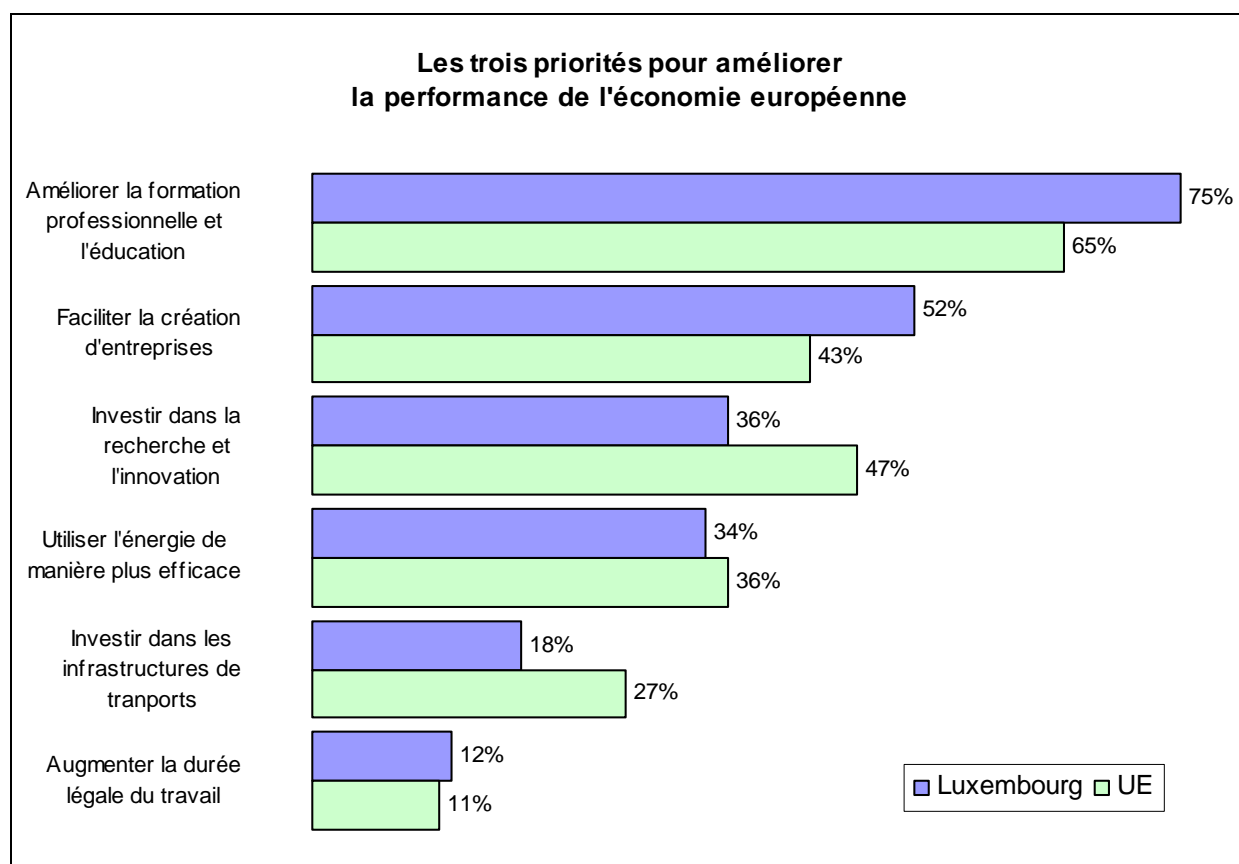
Si la concurrence qui se trouve renforcée depuis la mise en place du marché unique est majoritairement saluée dans la plupart des pays (LU : 58% ; UE : 61%), les populations de bien des pays membres (France, Hongrie, Luxembourg, Italie) estiment majoritairement que leurs entreprises nationales ont perdu du terrain en termes de compétitivité à cause de ce même marché unique. Ainsi, au Luxembourg, 32% des interrogés estiment que cette compétitivité a augmenté et à l'inverse 35% qu'elle a baissé.



Les appréciations sur la mondialisation partagent l'opinion publique européenne en deux camps pratiquement égaux. 40% des citoyens européens sont d'avis que la mondialisation constitue une bonne opportunité pour les entreprises et, à l'inverse 41% pensent qu'elle constitue une menace pour l'emploi et les entreprises nationales.

Au Luxembourg, les avis négatifs prédominent de loin avec 58% contre seulement 25% d'avis favorables à la mondialisation ; ce score négatif n'est dépassé qu'en Grèce et en France avec 64% dans les deux pays.



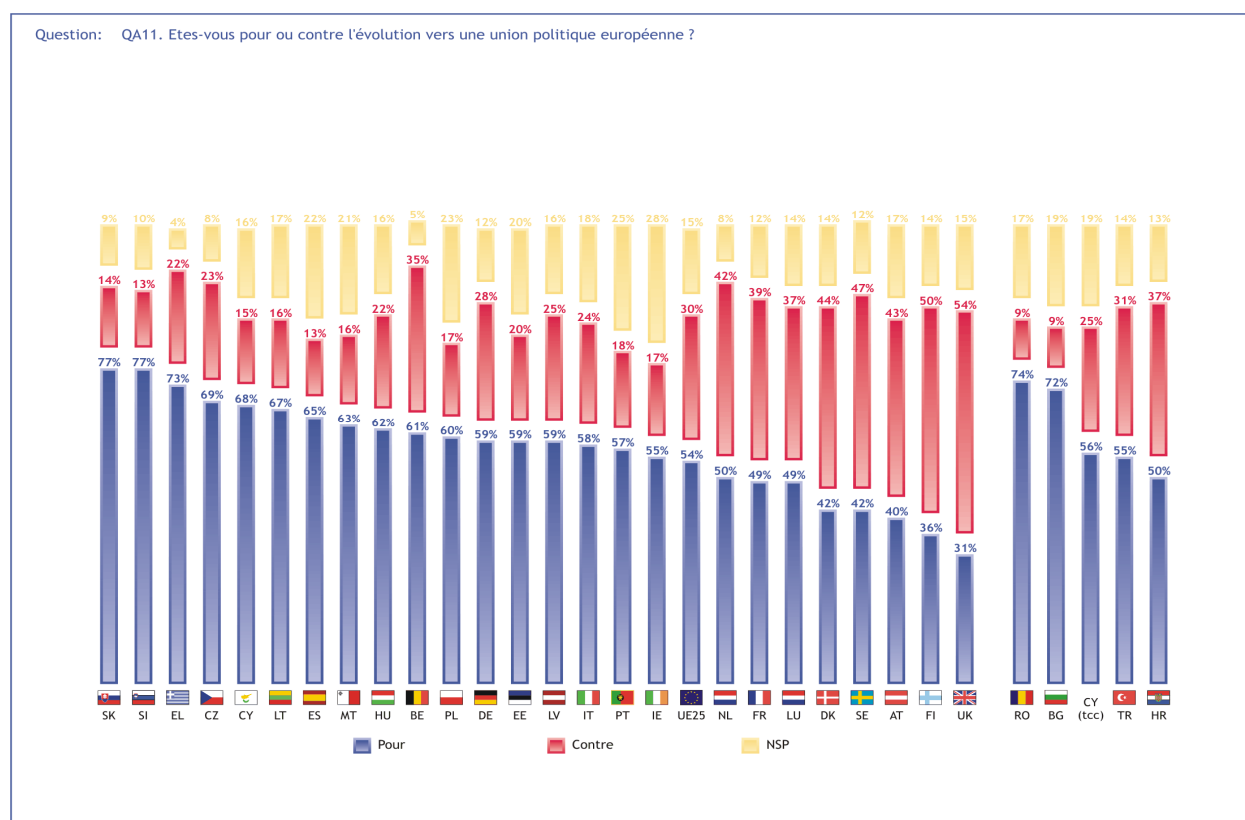


Afin d'augmenter la performance de l'économie européenne une grande priorité se dessine au sein des pays l'UE : améliorer la formation professionnelle et l'éducation. Avec un certain écart sont proposées la facilitation des créations d'entreprises, devant l'investissement en recherche et innovation et l'utilisation plus efficace de l'énergie. A l'inverse, l'augmentation de la durée légale du temps de travail est rejetée à la dernière place.

### III. Union politique et Constitution européenne

En ce qui concerne l'opinion favorable à l'évolution vers une union politique européenne, le résultat du Luxembourg est en deçà de la moyenne de l'UE. Il se retrouve à la vingtième place seulement de tous les pays membres, soit un recul de six places dans ce classement depuis un an. Même si les interrogés affirment majoritairement comprendre le fonctionnement de l'UE et considèrent que leur voix compte, ils ne se sentent pas impliqués dans les affaires européennes. Mais ils sont largement en faveur de l'euro, d'une politique étrangère commune, et d'une politique de sécurité et de défense commune à l'échelle de l'Union, et même d'une Constitution avec, à chaque fois, des taux dépassant la moyenne de l'UE. Une Constitution pour l'Union européenne aurait l'avantage, selon l'opinion publique majoritaire au Luxembourg, de favoriser le fonctionnement politique de l'UE en termes de démocratie, d'efficacité et de transparence, et renforcerait la place de l'Europe dans le monde ainsi que son développement économique.

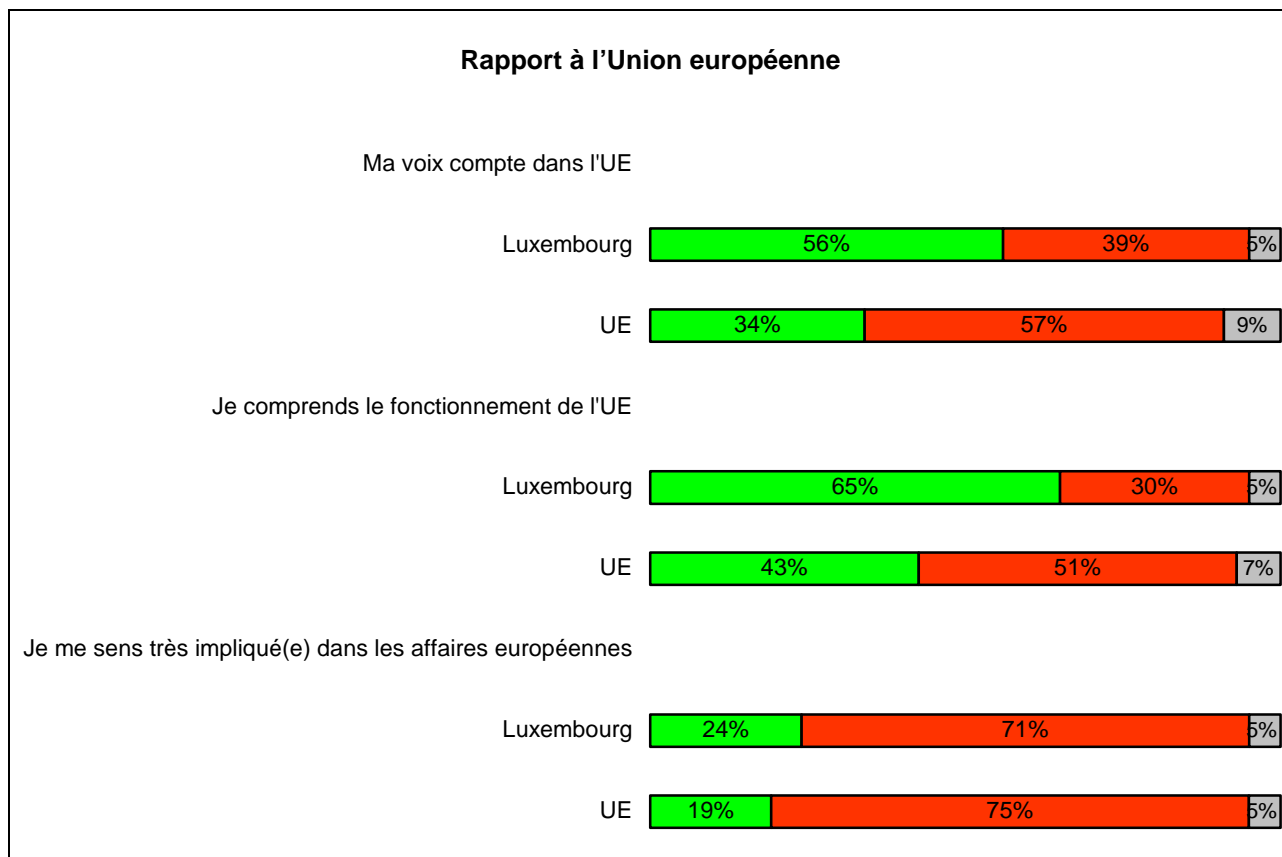
#### III.1. Pour ou contre une Union politique européenne



54% des citoyens de l'UE se prononcent en faveur d'une évolution vers une union politique européenne et 30% sont contre, 15% ne s'exprimant pas ; ces chiffres sont stables depuis l'automne 2005. Au Luxembourg, cependant, nous constatons une baisse de 7 points des opinions favorables (2006 : 49% ; 2005 : 56%), une hausse des opinions défavorables, (2006 : 37% ; 2005 : 28%) et peu de variations des non-réponses (2006 : 14% ; 2005 : 16%). En forçant un peu le trait, on peut dire que le résultat luxembourgeois, qui correspondait il y a un an à la moyenne de l'Union, est en train de se détériorer. Le Luxembourg se classe ainsi à la vingtième place, en fin de classement. La Roumanie et la Bulgarie qui vont rejoindre l'Union au 1<sup>er</sup> janvier 2007 affichent des scores très élevés avec respectivement 74% et 72% des personnes interrogées en faveur d'une évolution vers une union politique européenne.

Au niveau des classes d'âge, on remarque au Luxembourg une nette réticence des 25-39 ans avec 44% d'opinions défavorables et 42% d'opinions favorables, les jeunes de moins de 25 ans ne s'exprimant pas à raison de 24%.

### III.2. L'individu et l'Union européenne

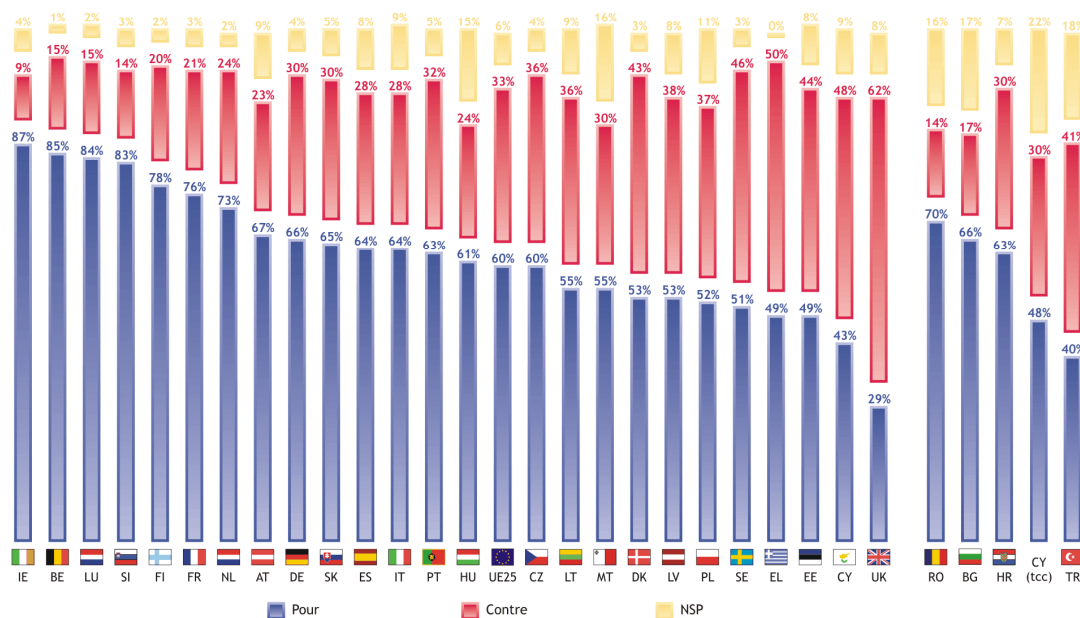


Si les résidents au Luxembourg sont bien plus nombreux que la moyenne des citoyens de l'Union européenne à penser que leur voix compte dans l'UE (LU : 56% ; UE : 34%) et affirmer comprendre le fonctionnement de l'UE (LU : 65% ; UE : 43%), ils ne se sentent guère impliqués dans leur très grande majorité dans les affaires européennes (LU : 24% ; UE : 19%). La différence avec la moyenne européenne est très faible sur ce point.

Les quatre graphiques suivants montrent que les habitants du Luxembourg s'expriment clairement en faveur d'une certaine intégration politique au niveau de l'UE; 84% (UE : 60%) sont favorables à la monnaie unique, l'euro, 72% à une politique étrangère commune (UE : 68%), 85% à une politique commune de défense et de sécurité (UE : 75%) et 69% veulent une Constitution pour l'UE (UE : 63%). Ces taux sont toujours plus élevés que la moyenne de l'UE. Les opinions défavorables ne dépassent guère 20%.

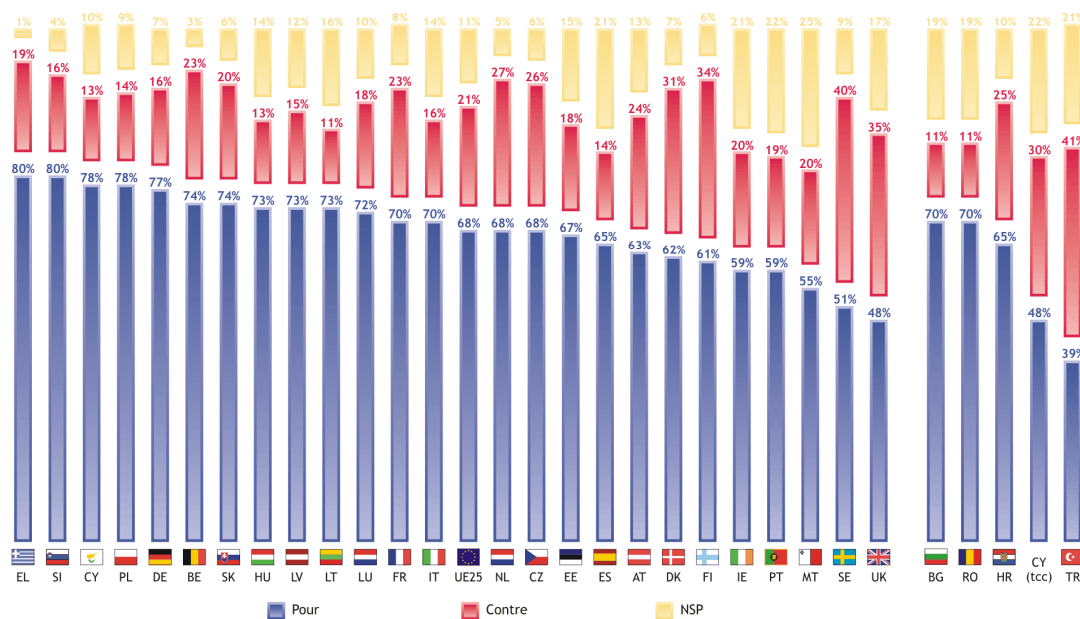
Question: QA25\_1. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

Possibilité: Une union monétaire européenne avec une seule monnaie, l'euro



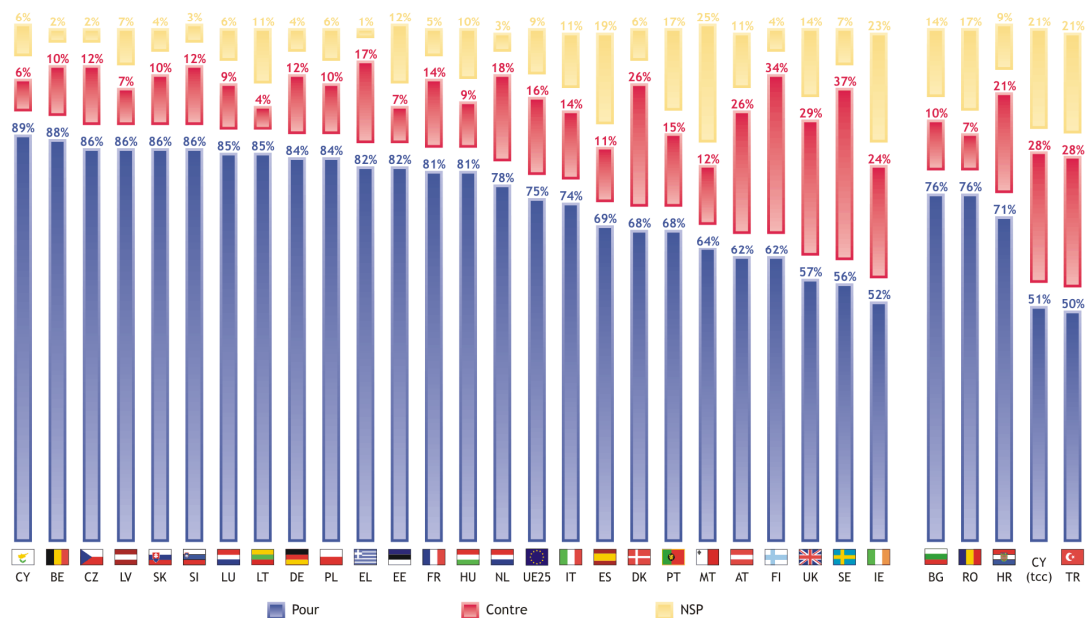
Question: QA25\_2. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

Possibilité: Une politique étrangère commune aux pays de l'UE vis-à-vis des autres pays



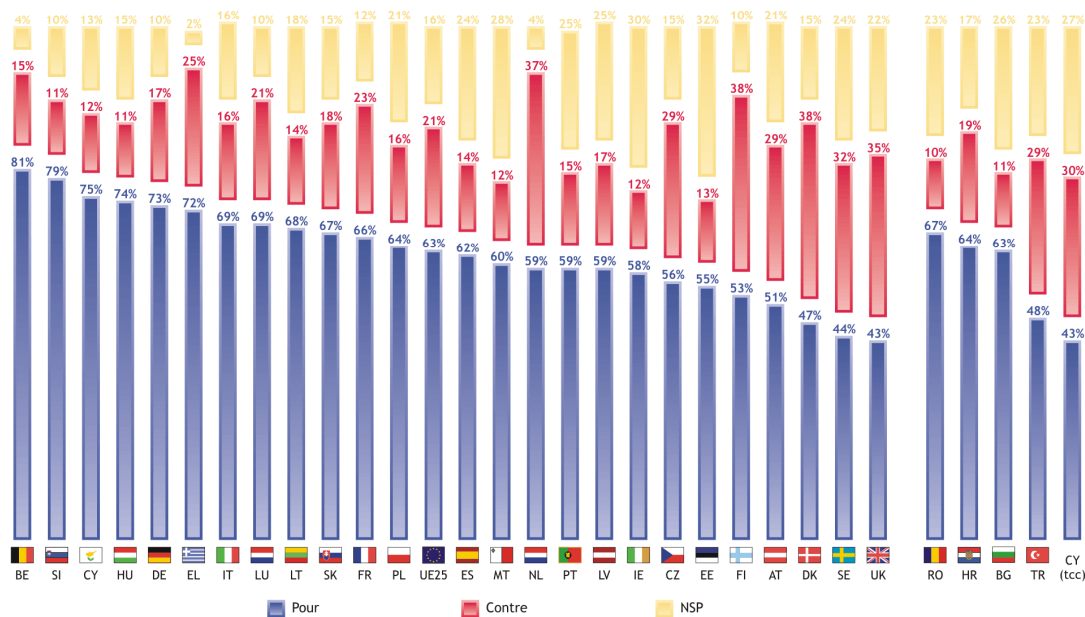
Question: QA25\_3. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

Possibilité: Une politique de sécurité et de défense commune des Etats membres de l'UE

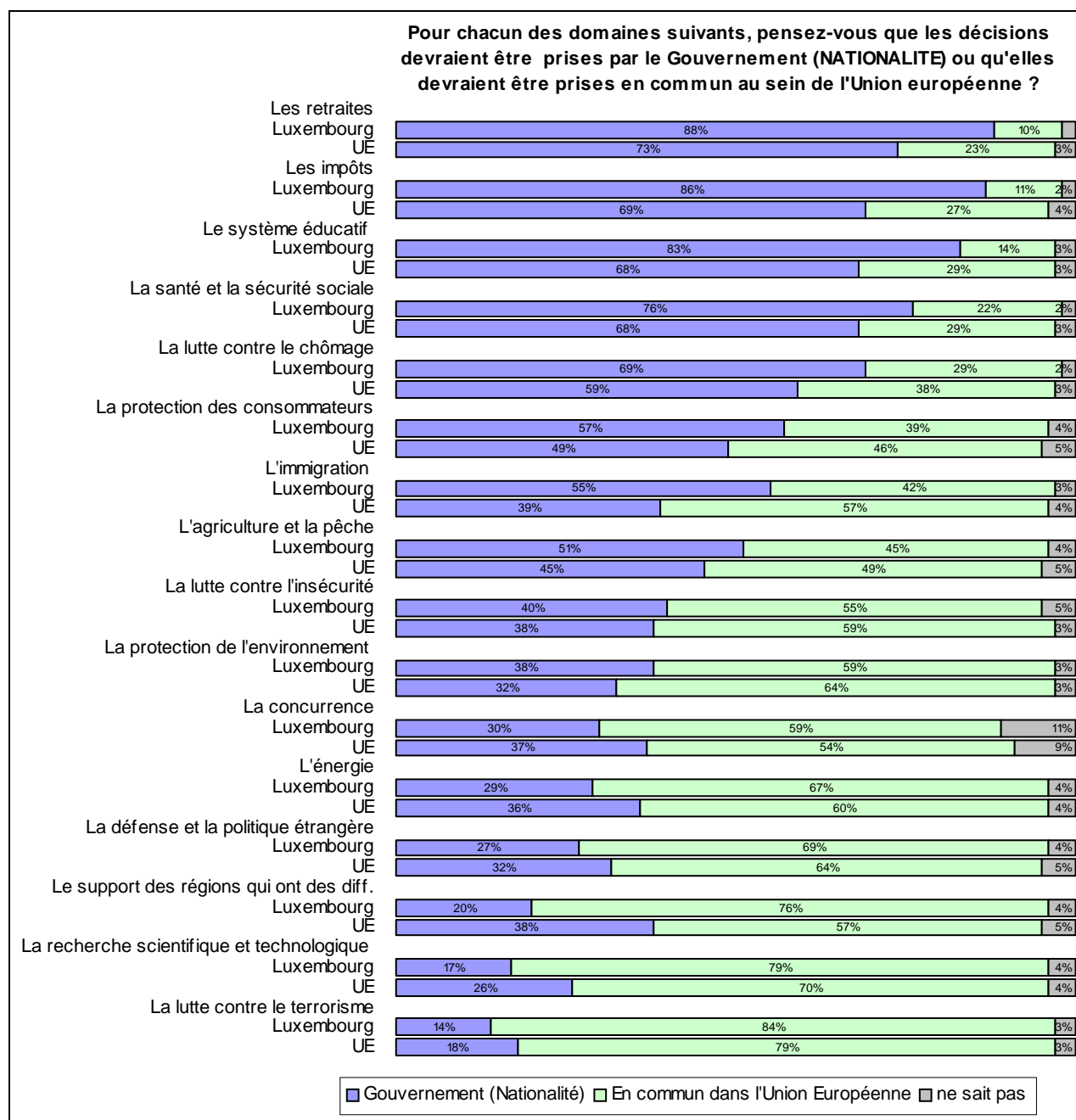


Question: QA25\_5. Quelle est votre opinion sur chacune des propositions suivantes ? Veuillez me dire, pour chaque proposition, si vous êtes pour ou si vous êtes contre.

Possibilité: Une constitution pour l'UE

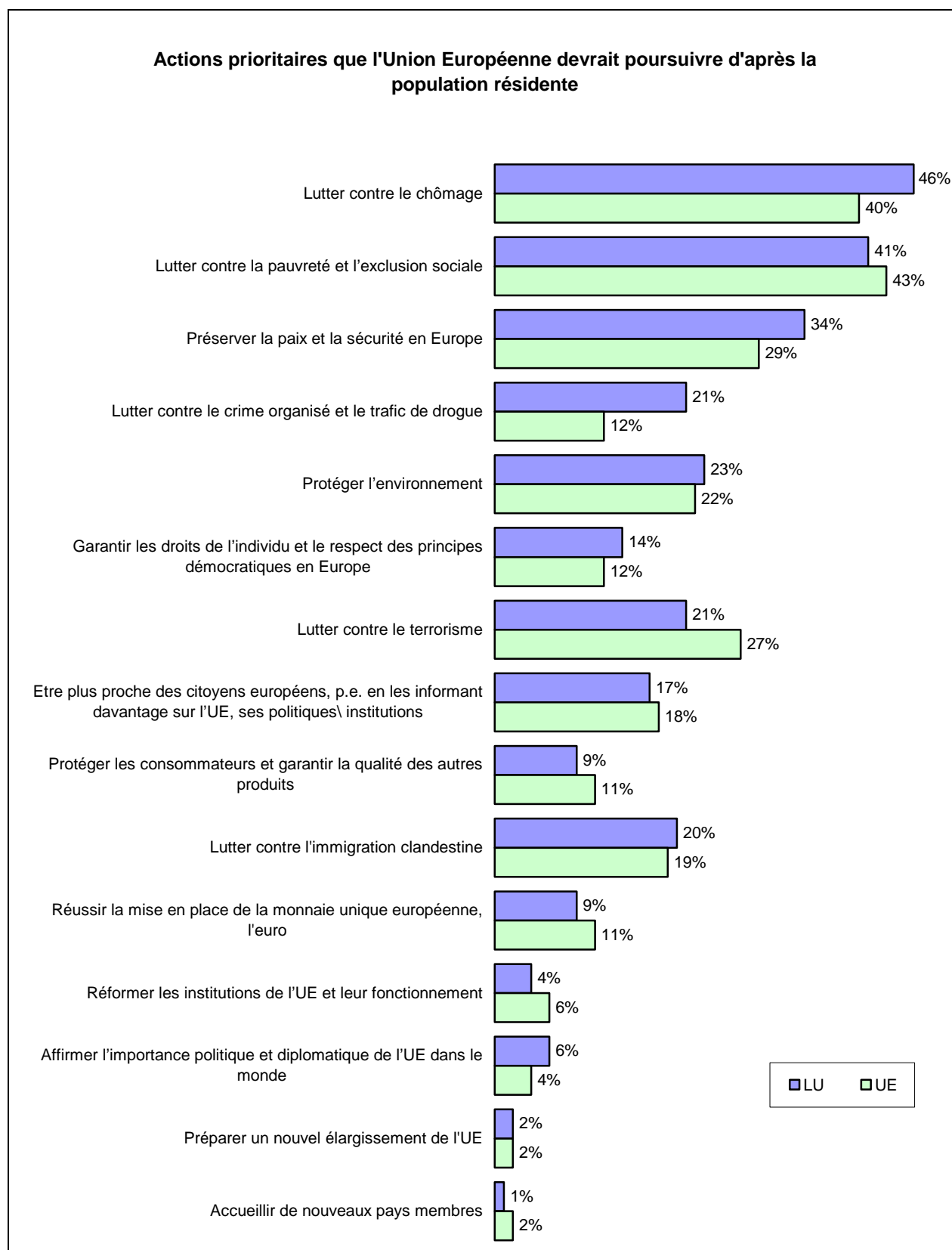


### III.3. Le lieu de décision : niveau national ou niveau de l'UE



Les citoyens expriment des choix très clairs sur les domaines qui doivent être du ressort des gouvernements nationaux plutôt que de l'Union. Ces domaines sont ceux de la sécurité sociale avec les deux piliers retraites et santé, de même que la fiscalité et l'éducation. Notons que les scores pour les quatre domaines sont plus élevés que ceux de l'ensemble de l'UE. Si la lutte contre le chômage, la protection des consommateurs et l'immigration obtiennent au Luxembourg encore une majorité pour le niveau national, tous les autres domaines évoqués ont l'adhésion d'une majorité pour être traités au niveau de l'Union, aussi bien au Luxembourg que dans l'ensemble de l'UE.

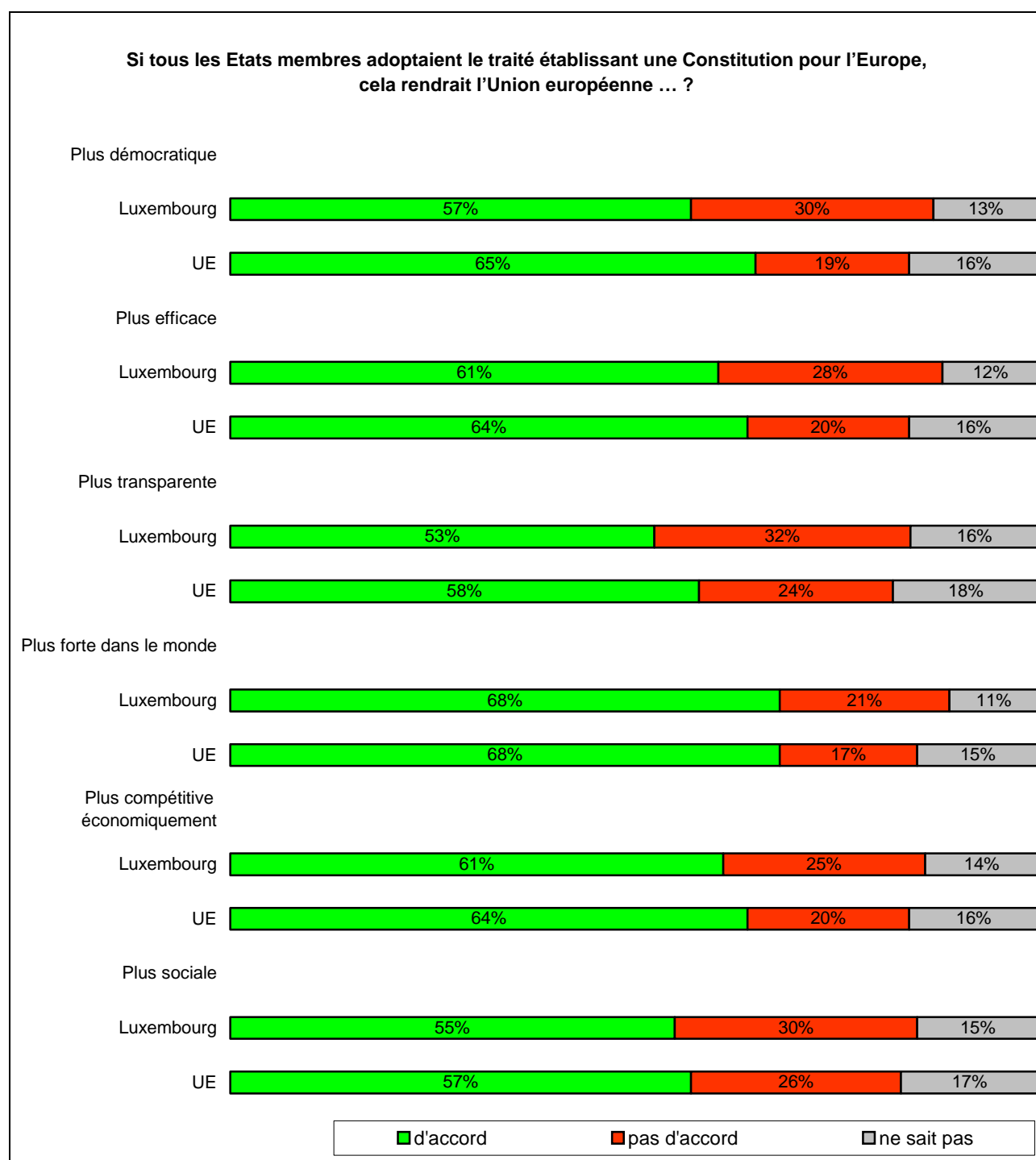
### III.4. Les actions prioritaires de l'Union européenne



Les 3 actions prioritaires que devrait poursuivre l'Union européenne sont identiques au Luxembourg et dans l'ensemble de l'UE. La lutte contre le chômage revient en première priorité, comme lors d'autres questions traitées précédemment dans ce rapport; viennent ensuite la lutte contre la pauvreté et l'exclusion et la préservation de la paix et de la sécurité en Europe. Toutes les autres actions

indiquées n'atteignent que des scores bien plus faibles et ont un degré d'importance moindre pour les citoyens.

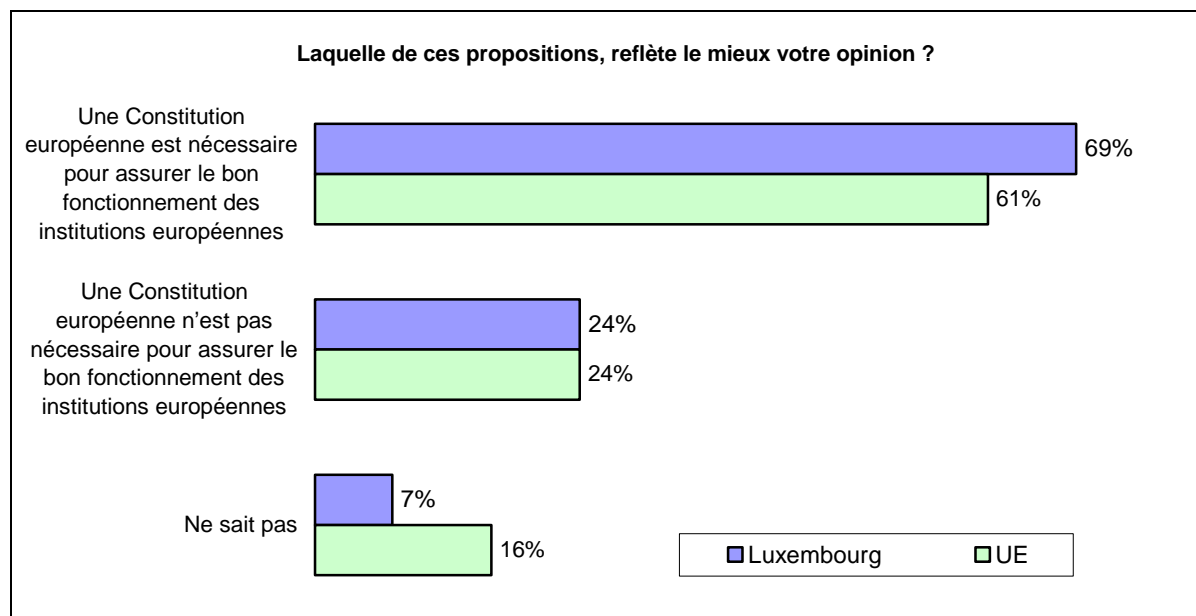
### III.5. Vue sur la Constitution européenne



En demandant aux citoyens d'apprécier les conséquences éventuelles de l'adoption d'une Constitution pour l'Europe, on constate une forte majorité d'opinions positives avec des résultats cependant légèrement inférieurs à la moyenne de l'UE. Lorsqu'on évoque les conséquences sur le fonctionnement de l'UE et le poids de celle-ci, les opinions négatives ne dépassent jamais un tiers des réponses.



### III.6. La Constitution européenne : nécessaire ou non ?

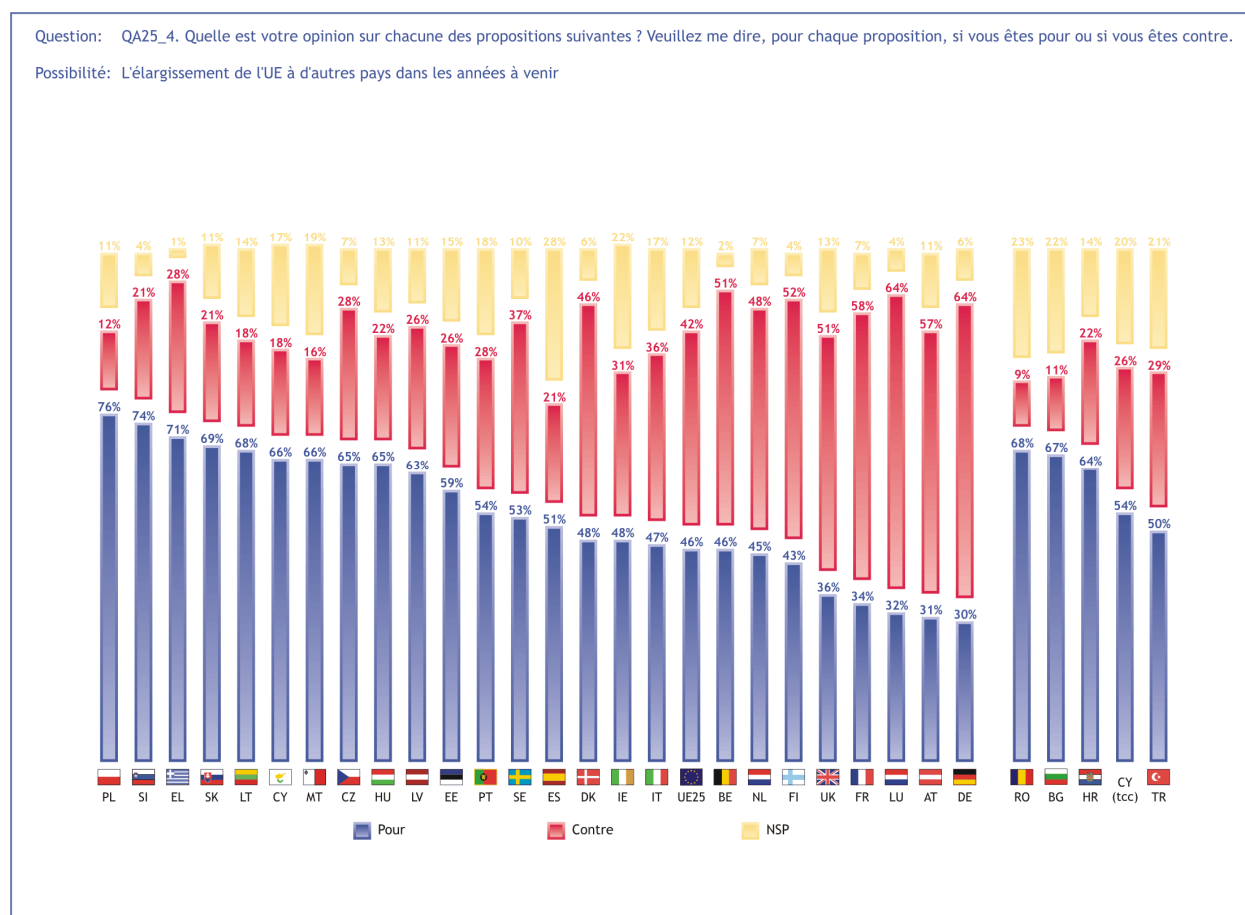


Au Luxembourg, les réponses à la question concernant la nécessité de la Constitution européenne correspondent globalement à celles de l'ensemble de l'UE. Il n'y a d'ailleurs qu'un quart de la population au Luxembourg et dans l'UE qui met en cause la nécessité d'avoir à terme une Constitution européenne ; ces résultats sont stables depuis l'automne 2005 au niveau de l'UE comme au niveau luxembourgeois.

## IV. L'élargissement de l'Union européenne

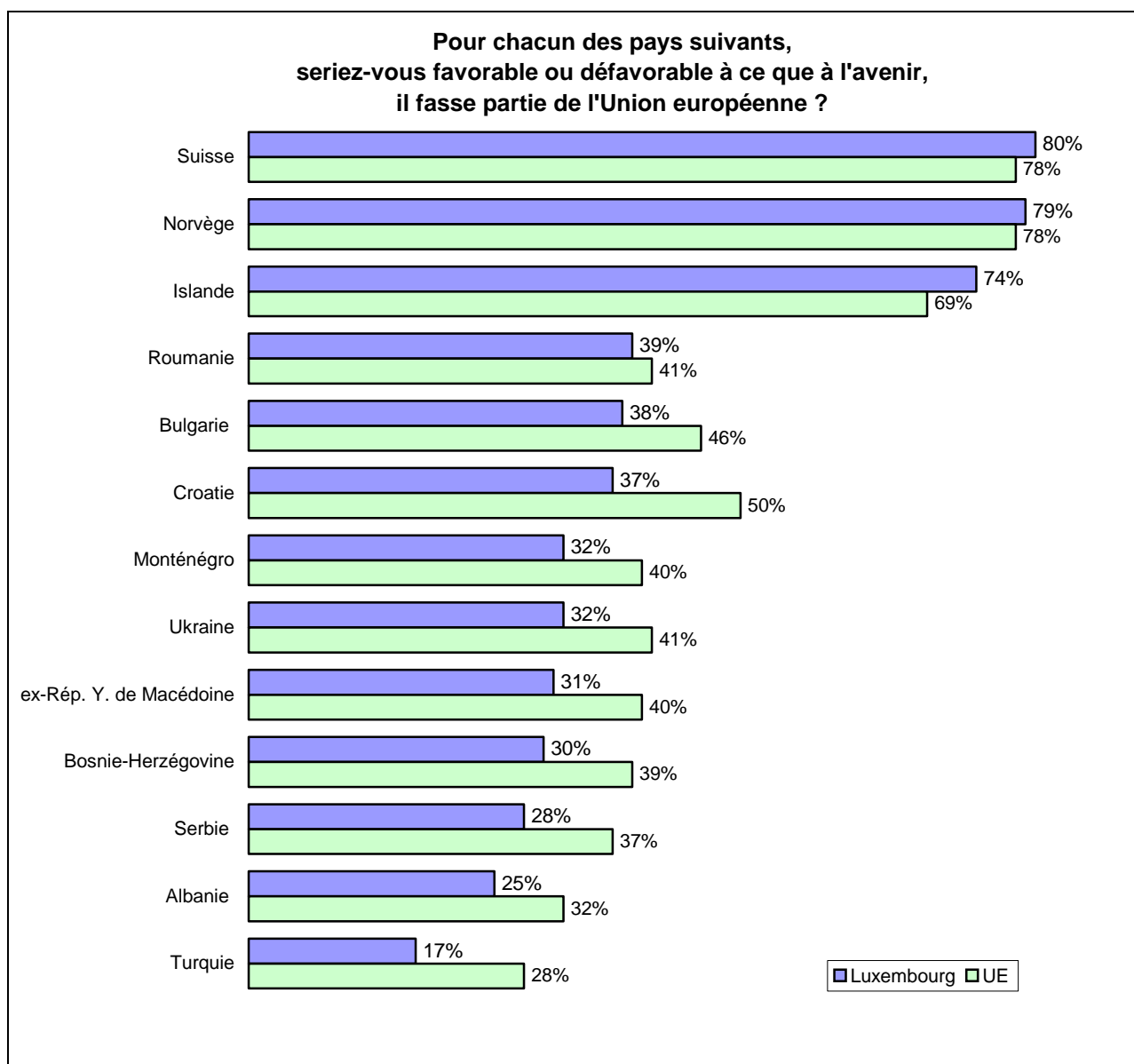
Le Luxembourg forme, avec l'Allemagne et l'Autriche, le trio des pays les plus opposés aux futurs élargissements de l'UE. Cependant, si on demande aux citoyens du Luxembourg leur avis pays par pays, les trois pays non candidats (Suisse, Norvège et Islande) sont les bienvenus au sein de l'UE. La Turquie, suivie de l'Albanie, se voit rejetée le plus.

### IV.1. Les élargissements futurs



Les résidents du Luxembourg sont très largement opposés à un futur élargissement de l'Union européenne. Seulement 32% (UE: 46%) s'expriment pour une poursuite du processus d'élargissement et 64% (UE: 42%) contre; lors de l'Eurobaromètre au printemps 2005, il y avait encore 33% (UE: 50%) de protagonistes d'élargissements futurs. Le Luxembourg se place ainsi avec le Royaume-Uni, la France, l'Allemagne et l'Autriche dans le camp des pays où seulement environ un tiers de la population soutient l'idée de futurs élargissements. Notons que parmi les six pays fondateurs, il n'y a que l'Italie qui est majoritairement en faveur d'un élargissement de l'Union à d'autres pays. La réprobation de futurs élargissements est très nette au Luxembourg depuis le référendum sur le traité pour une Constitution européenne en juillet 2005.

#### IV.2. Quels Etats doivent entrer dans l'UE ?



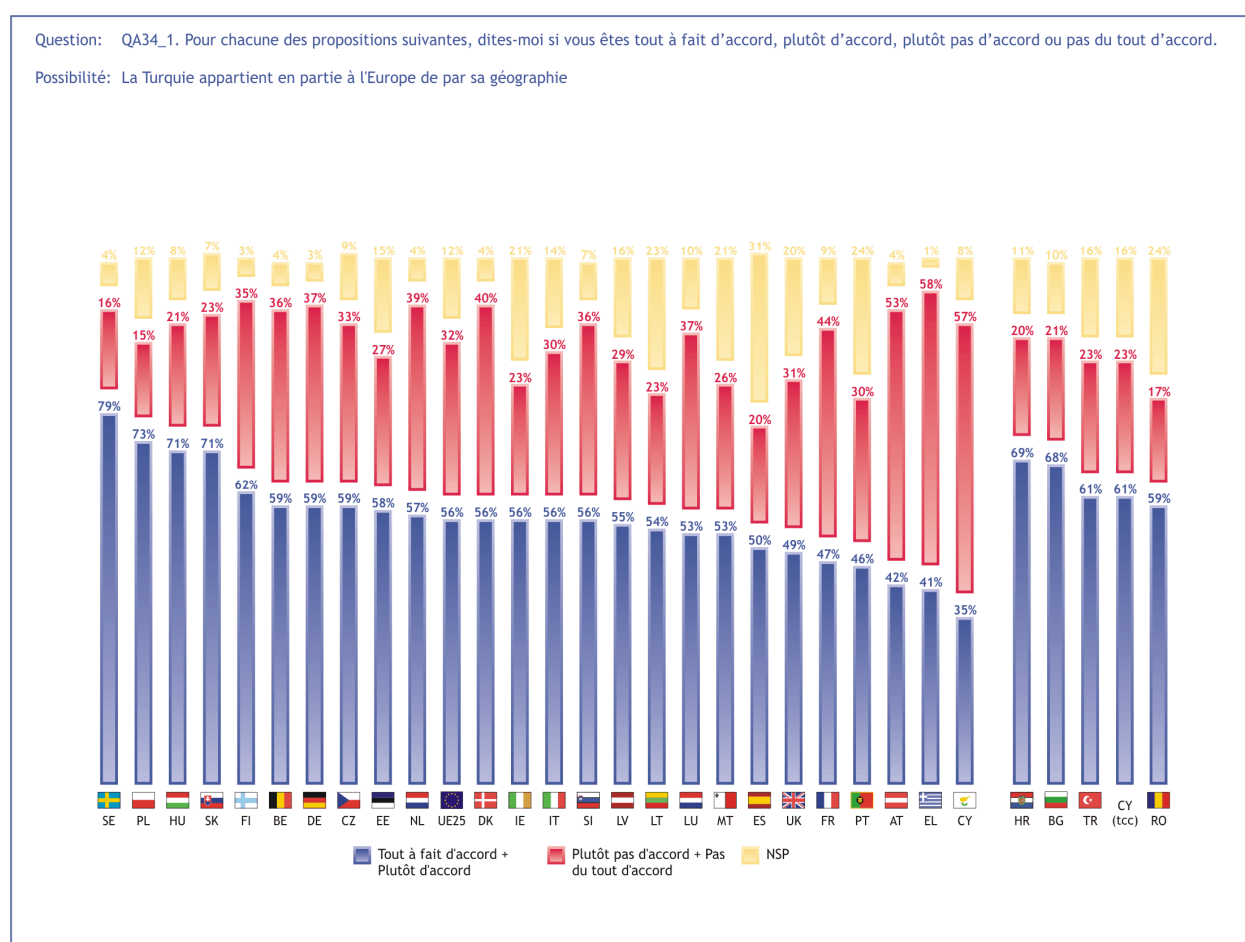
La réprobation générale de la majorité des résidents du Luxembourg doit être nuancée en fonction du pays concerné le cas échéant par un éventuel élargissement futur. Ainsi voit-on favorablement l'adhésion future de pays comme la Suisse, la Norvège ou encore l'Islande (qui ne sont pas candidats), loin devant les futurs Etats membres comme la Bulgarie et la Roumanie et les autres pays candidats. L'idée d'une adhésion de l'Albanie et de la Turquie reste clairement rejetée et par l'opinion publique au Luxembourg et celle de l'Union européenne dans son ensemble.

Depuis le sondage Eurobaromètre de printemps 2005, le rejet de tous les pays s'accroît fortement; ainsi au Luxembourg la Bulgarie passe de 49% à 38% d'opinions favorables à l'adhésion, la Roumanie de 48% à 39% et la Croatie de 43% à 37%. En fin de tableau, l'Albanie recule de 29% à 25% et la Turquie de 22% à 17%.

### IV.3. Perception de la Turquie par les citoyens de l'UE

La série de graphiques ci-dessous analyse les attitudes des différentes opinions publiques nationales et celles de l'UE face à la Turquie. Les écarts de perception sont très importants sur presque tous les points étudiés, à l'exception des fortes exigences formulées à l'encontre de la Turquie en matière de développement économique et du renforcement des Droits de l'Homme où l'on observe un quasi consensus dans tous les pays.

On remarque également que le Luxembourg s'exprime de façon très négative sur toutes les affirmations qui pourraient être au bénéfice de la Turquie et de son éventuelle adhésion (appartenance à l'Europe à travers l'histoire, renfort sécuritaire pour l'Europe, proximité culturelle, rajeunissement de la population européenne).

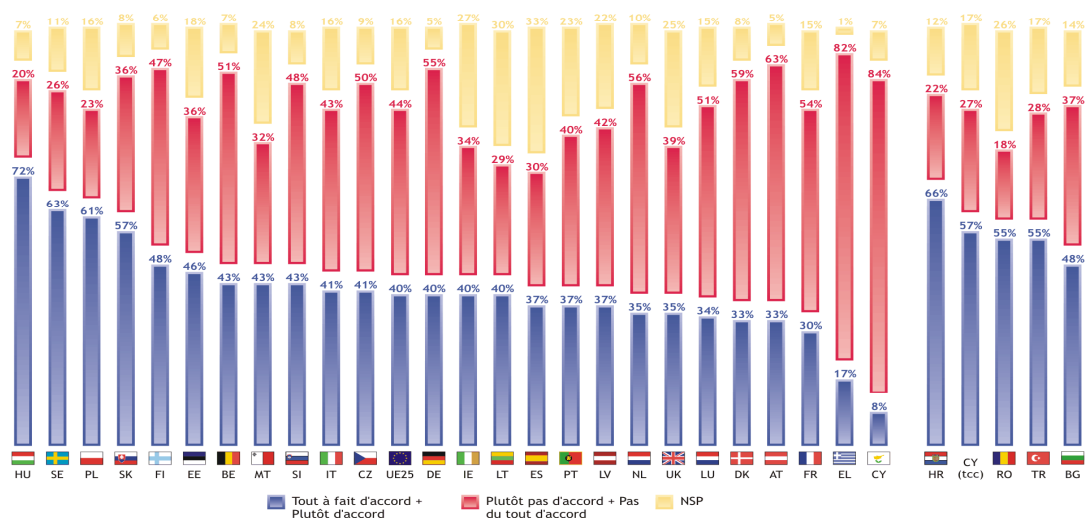


La Grèce (58%), Chypre (57%) et l'Autriche (53%) contestent, à une majorité absolue l'appartenance géographique de la Turquie à l'Europe. Le Luxembourg se prononce par contre affirmativement avec 53% de personnes interrogées qui sont d'avis que la Turquie fait partie de l'Europe de par sa géographie, opinion largement partagée par la plupart des pays membres et par les pays candidats ou futurs membres. Au niveau de l'Union européenne 56% des répondants sont ainsi d'avis que la Turquie appartient à l'Europe et 32% sont d'un avis contraire.

Sur le plan de l'histoire, comme le montre le graphique suivant, l'opinion publique majoritaire au sein de l'Union européenne exprime une attitude contraire ; 40% (LU 34%) sont d'avis que la Turquie fait partie de l'Europe de par son histoire et 44% (LU 51%) rejettent cette thèse. 15 des 25 pays de l'UE rejettent donc majoritairement l'idée que la Turquie fasse partie de l'Europe de par son histoire.

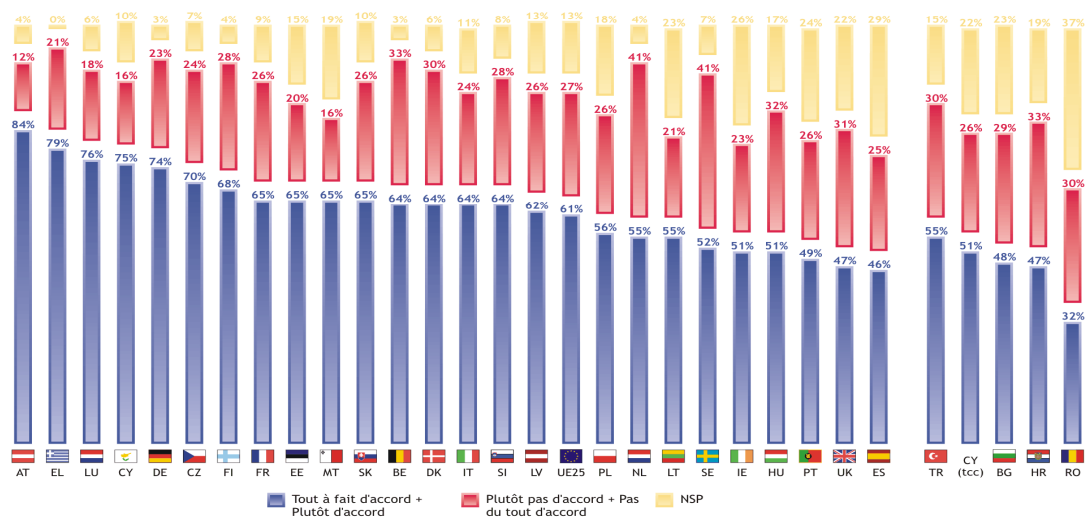
Question: QA34\_2. Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord.

Possibilité: La Turquie appartient en partie à l'Europe de par son histoire



Question: QA34\_4. Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord.

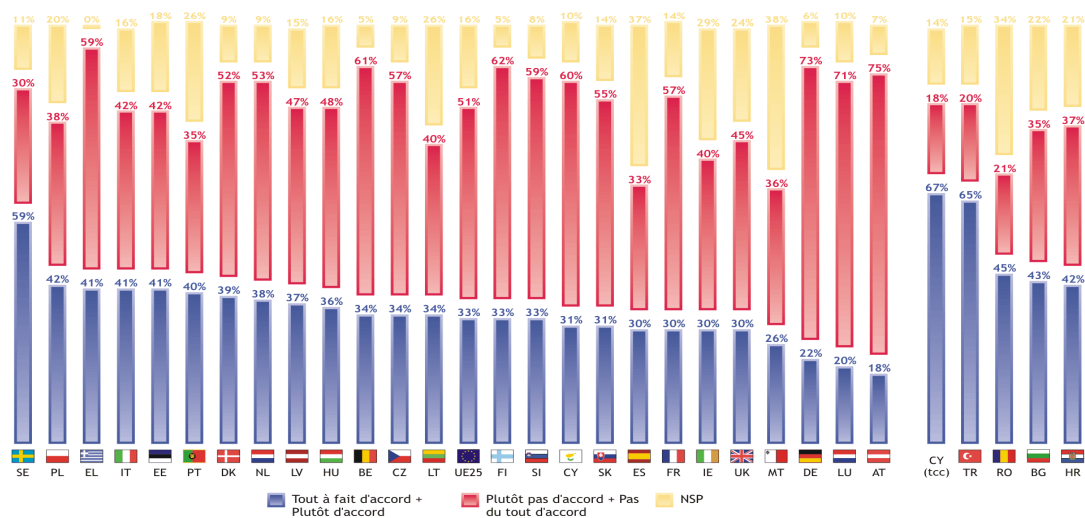
Possibilité: Les différences culturelles entre la Turquie et les Etats membres de l'UE sont trop importantes pour lui permettre d'adhérer à l'UE



Sur le plan de la culture, l'opinion publique de l'Union européenne rejette encore plus largement le rapprochement de la Turquie et de l'Europe. Ainsi, 61% (LU 76%) des citoyens de l'Union européenne sont d'avis que les différences culturelles entre la Turquie et l'UE sont trop importantes pour lui permettre d'adhérer à la l'UE et seulement 27% (LU 18%) sont d'un avis contraire. Dans aucun des pays membres on ne constate une majorité disant que les différences culturelles ne seraient pas trop importantes pour permettre une adhésion, les Turcs eux-mêmes sont à 55% de cet avis.

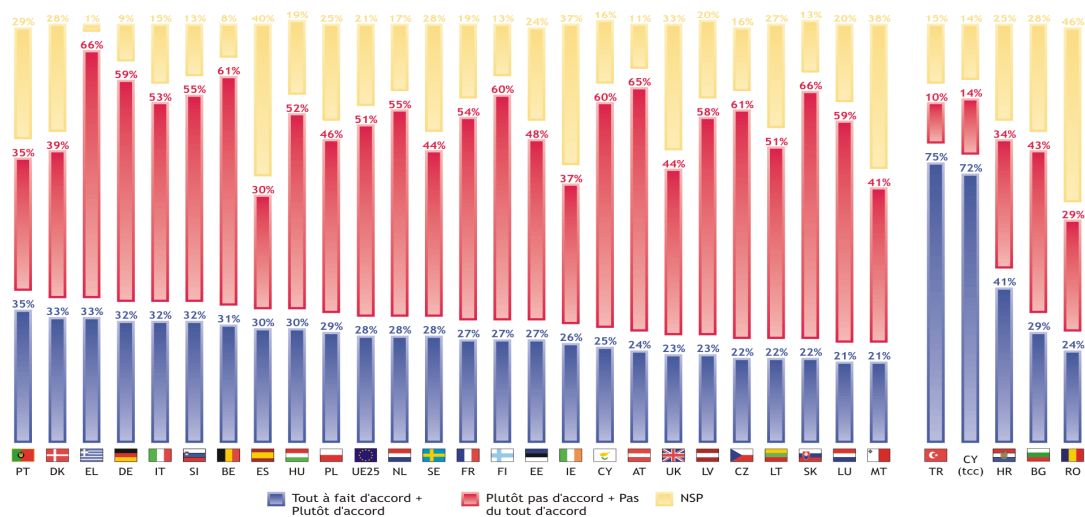
Question: QA34\_3. Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord.

Possibilité: L'adhésion de la Turquie à l'UE renforcerait la sécurité dans la région



Question: QA34\_5. Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord.

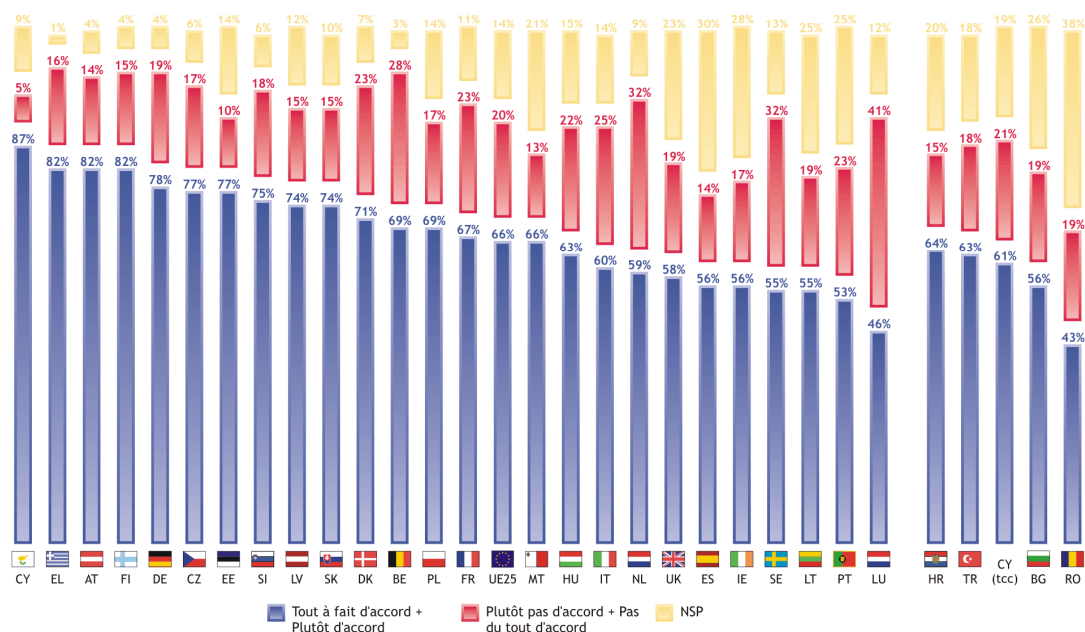
Possibilité: L'adhésion de la Turquie favoriserait le rajeunissement d'une population européenne vieillissante



L'idée du renforcement sécuritaire et celle du rajeunissement de la population suite à une éventuelle adhésion de la Turquie à l'Union européenne ne sont pas non plus convaincantes aux yeux de l'opinion publique de l'Union européenne ; notons que les trois quarts des Turcs sont d'un avis contraire. Le prochain graphique montre la forte crainte (UE : 66% ; LU : 46%) du risque d'une immigration vers les pays les plus développés de l'Union européenne suite à l'adhésion de la Turquie.

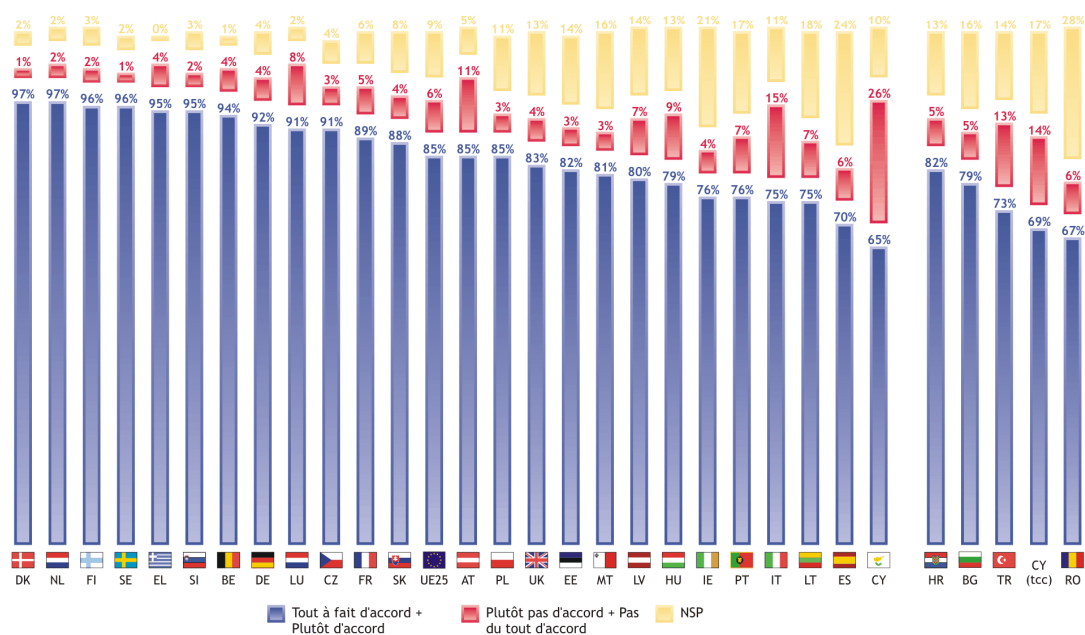
Question: QA34\_6. Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord.

Possibilité: L'adhésion de la Turquie risquerait d'encourager l'immigration vers les pays les plus développés de l'UE



Question: QA34\_7. Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord.

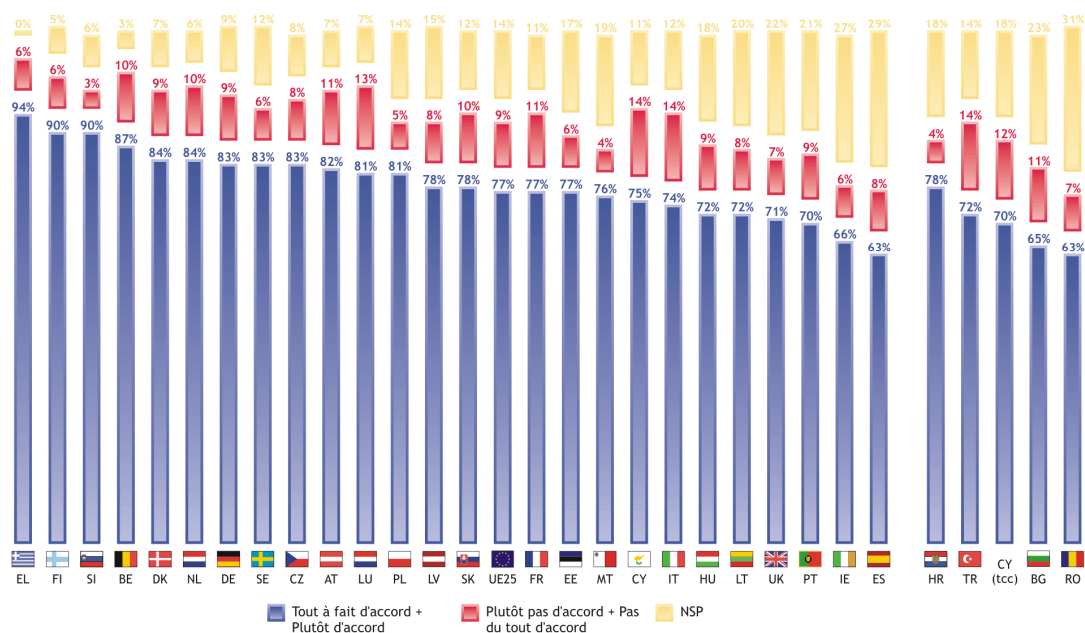
Possibilité: Pour pouvoir adhérer à l'UE dans une dizaine d'années, la Turquie devra respecter systématiquement les droits de l'homme



Les deux derniers points analysés, à savoir le respect systématique des droits de l'homme par la Turquie et l'amélioration du niveau économique de celle-ci, recueillent une quasi unanimité de l'opinion publique des Etats membres, des pays candidats et de l'opinion publique turque elle-même. En d'autres termes c'est une évidence pour la très grande majorité des interrogés que l'adhésion de la Turquie à l'Union européenne doit être précédée par le respect systématique des droits de l'homme et l'amélioration significative de son niveau économique.

Question: QA34\_8. Pour chacune des propositions suivantes, dites-moi si vous êtes tout à fait d'accord, plutôt d'accord, plutôt pas d'accord ou pas du tout d'accord.

Possibilité: Pour pouvoir adhérer à l'UE dans une dizaine d'années, la Turquie devra avoir amélioré significativement son niveau économique



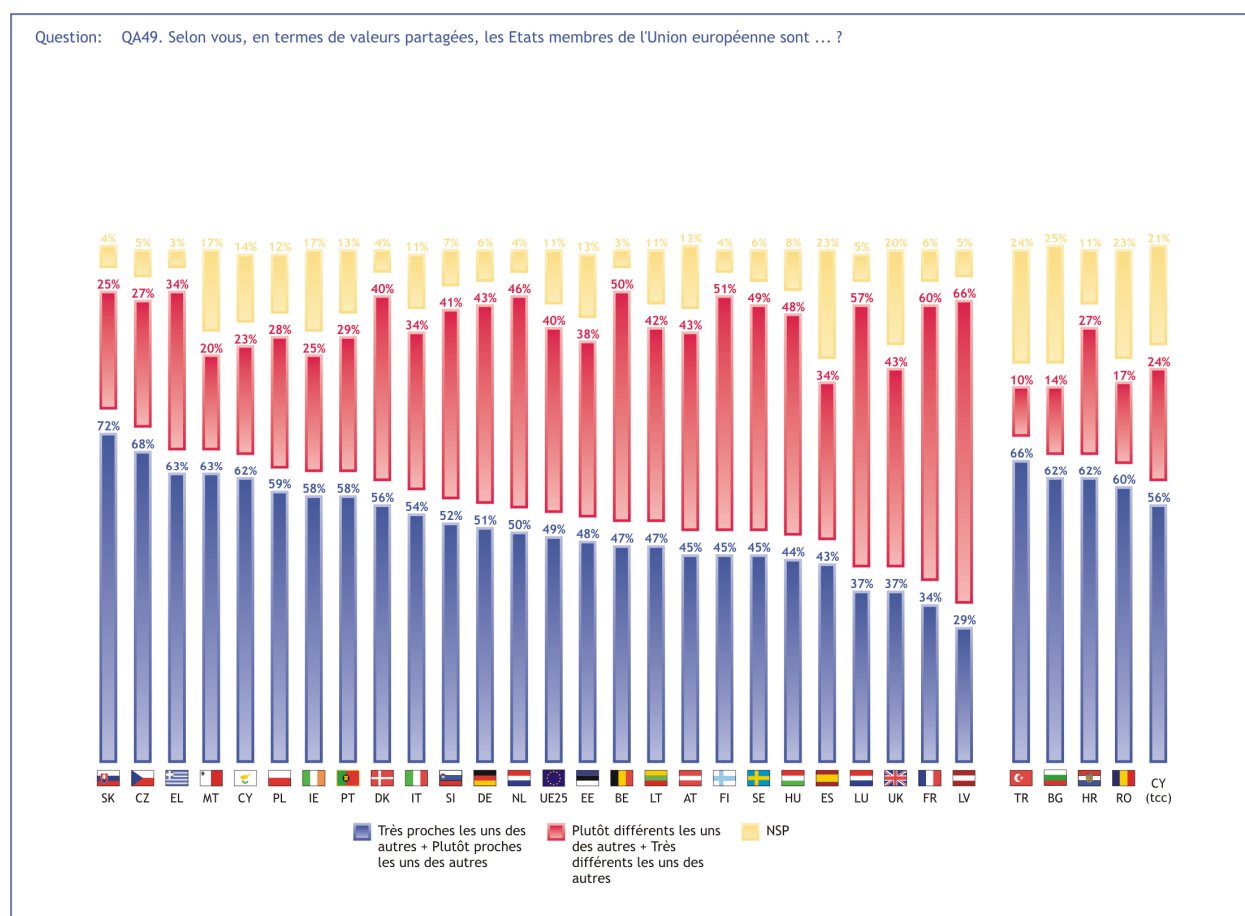


## V. Les valeurs des citoyens européens

Les avis sont très controversés sur le partage de valeurs entre différents les Etats membres de l'UE. Le Luxembourg est majoritairement d'avis qu'il y a plutôt différence que proximité des valeurs. La paix et les Droits de l'Homme sont les deux valeurs essentielles pour les citoyens au Luxembourg. Il existe néanmoins une grande convergence à ce niveau avec ce que représente l'Union européenne pour ces mêmes personnes.

Pour clore ce rapport, une série de graphiques supplémentaires dresse la carte de l'UE de certaines libertés individuelles telles qu'elles sont jugées par les opinions publiques nationales.

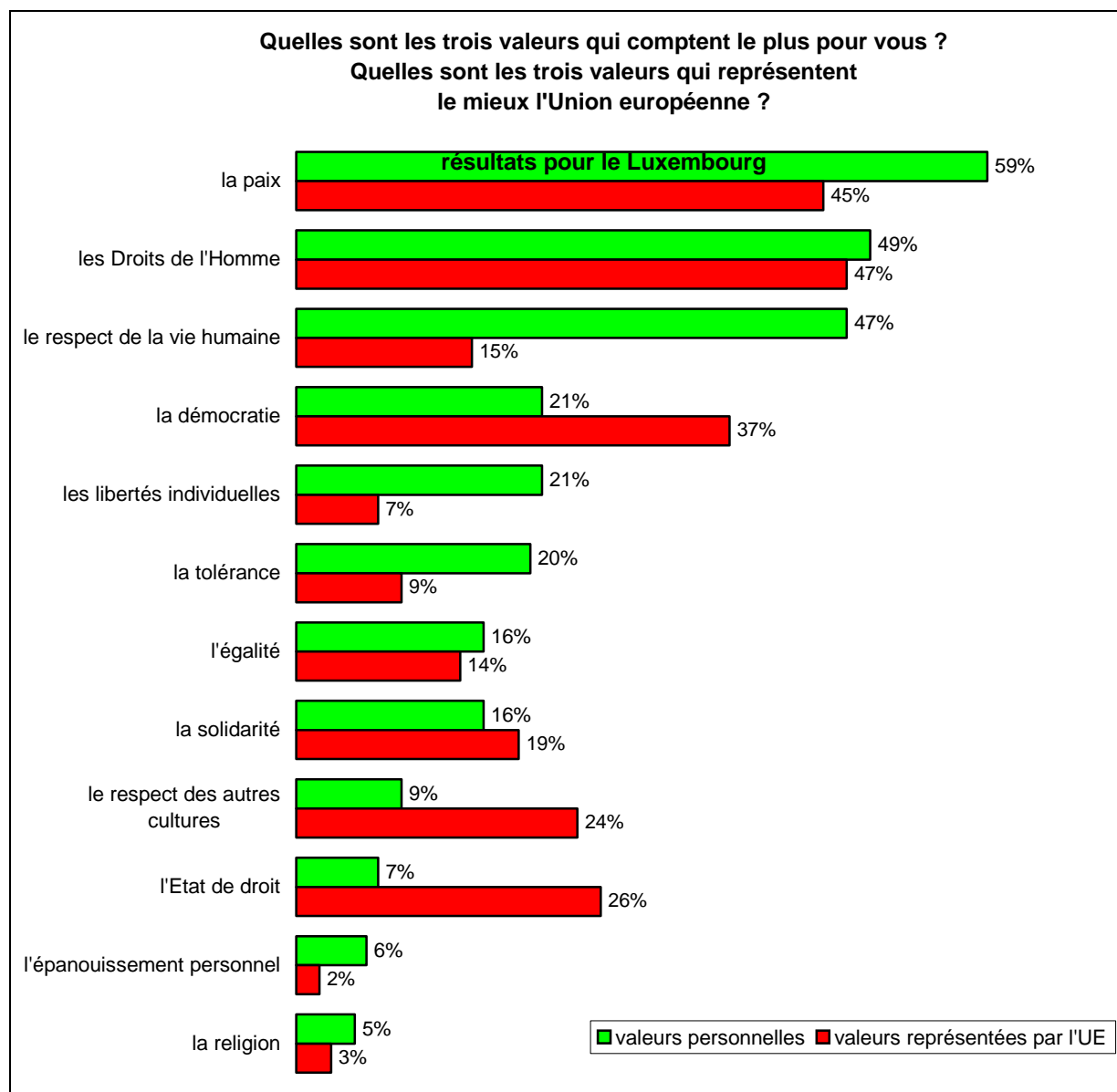
### V.1. Le partage de valeurs



Au sein de l'Union européenne les avis sur la proximité des valeurs entre les Etats membres sont plutôt controversés. Ainsi observe-t-on au niveau Union européenne 49% (LU : 37%) de personnes interrogées qui estiment que les valeurs sont plutôt proches et à l'inverse 40% (LU : 57%) qui expriment un avis contraire.

Le Luxembourg se différencie nettement de cette moyenne et figure en troisième place parmi les pays qui sont majoritairement d'avis que les Etats membres sont plutôt différents au niveau des valeurs. Notons encore que les futurs pays membres et les pays candidats expriment avec une très grande majorité la proximité des valeurs entre Etats membres.

## V.2. Les valeurs qui comptent le plus face à celles représentées par l'UE



Le présent graphique ne fait état que des seuls résultats du Luxembourg. Il est essentiel de constater que pour les deux premières valeurs, il y a convergence entre les vues personnelles et l'image qu'ont ces mêmes personnes de l'Union européenne en ce qu'elle représente pour elles, à savoir la paix et les Droits de l'Homme.

Si en troisième lieu figure, d'une part, le respect de la vie humaine et, d'autre part, la démocratie, il ne s'agit pas d'une opposition. En effet, l'on peut définir la démocratie comme le respect mutuel des citoyens pour vivre en société.



























### V.3. Appréciations de certaines libertés individuelles à travers l'Union européenne

Question: QA47\_1. Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous êtes ... ?

Possibilité: L'Etat intervient trop dans notre vie

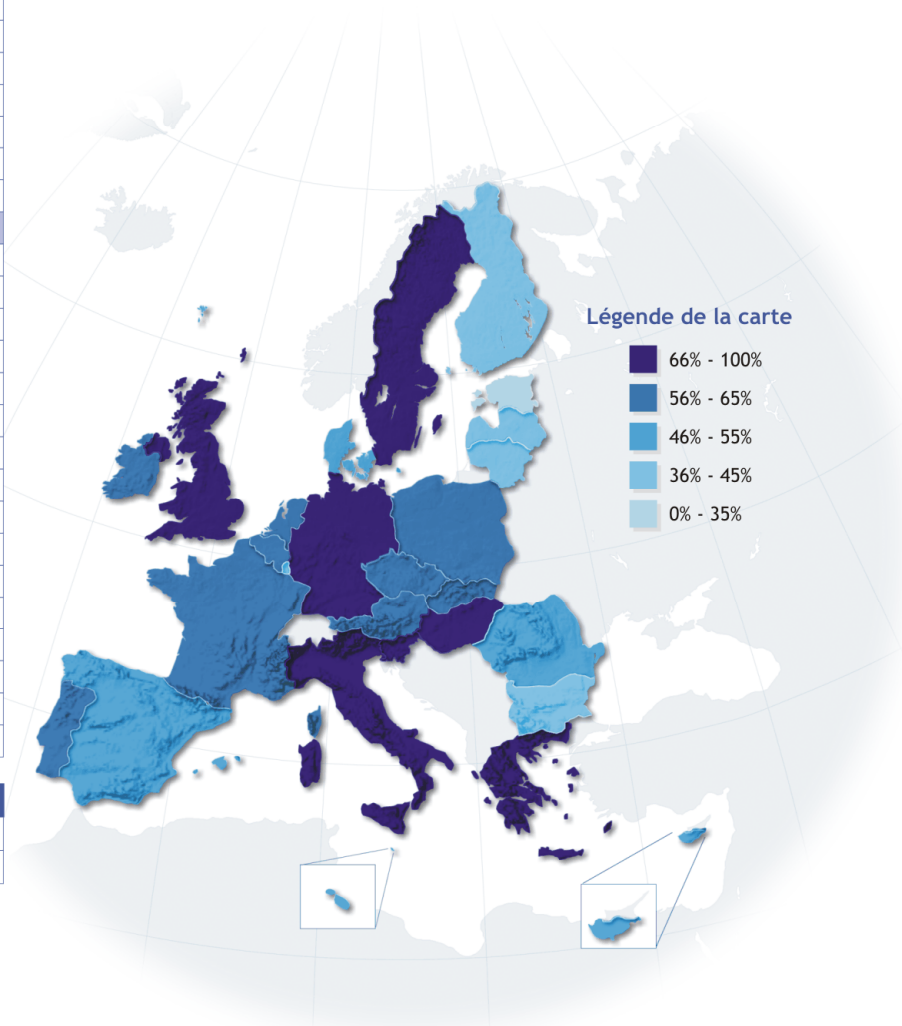
Réponses: Tout à fait d'accord + Plutôt d'accord

#### Résultats par pays

	Hongrie	73%
	Slovénie	72%
	Suède	71%
	Royaume-Uni	71%
	Italie	67%
	Allemagne	66%
	Grèce	66%
	Belgique	64%
	Slovaquie	64%
	Union européenne (25)	63%
	France	62%
	Autriche	62%
	Portugal	61%
	République tchèque	58%
	Pays-Bas	57%
	Irlande	56%
	Pologne	56%
	Malte	55%
	Espagne	52%
	Chypre	50%
	Danemark	48%
	Luxembourg	44%
	Finlande	42%
	Lituanie	42%
	Lettonie	36%
	Estonie	27%

#### Autres pays

	Roumanie	47%
	Bulgarie	43%





























Une majorité absolue de citoyens de l'Union européenne (UE : 63% ; LU 44%) est d'avis que l'Etat central intervient trop dans leur vie. Ce sentiment est le moins éprouvé dans les 3 pays baltes (Estonie 27 %, Lettonie 36% et Lituanie 42%) et en Finlande (42%). Rappelons que les pays baltes faisaient partie de l'ancienne Union soviétique et que la Russie est le voisin le plus important de la Finlande.

Question: QA47\_2. Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous êtes ... ?

Possibilité: Nous avons besoin de plus d'égalité et de justice même si cela signifie moins de liberté pour l'individu

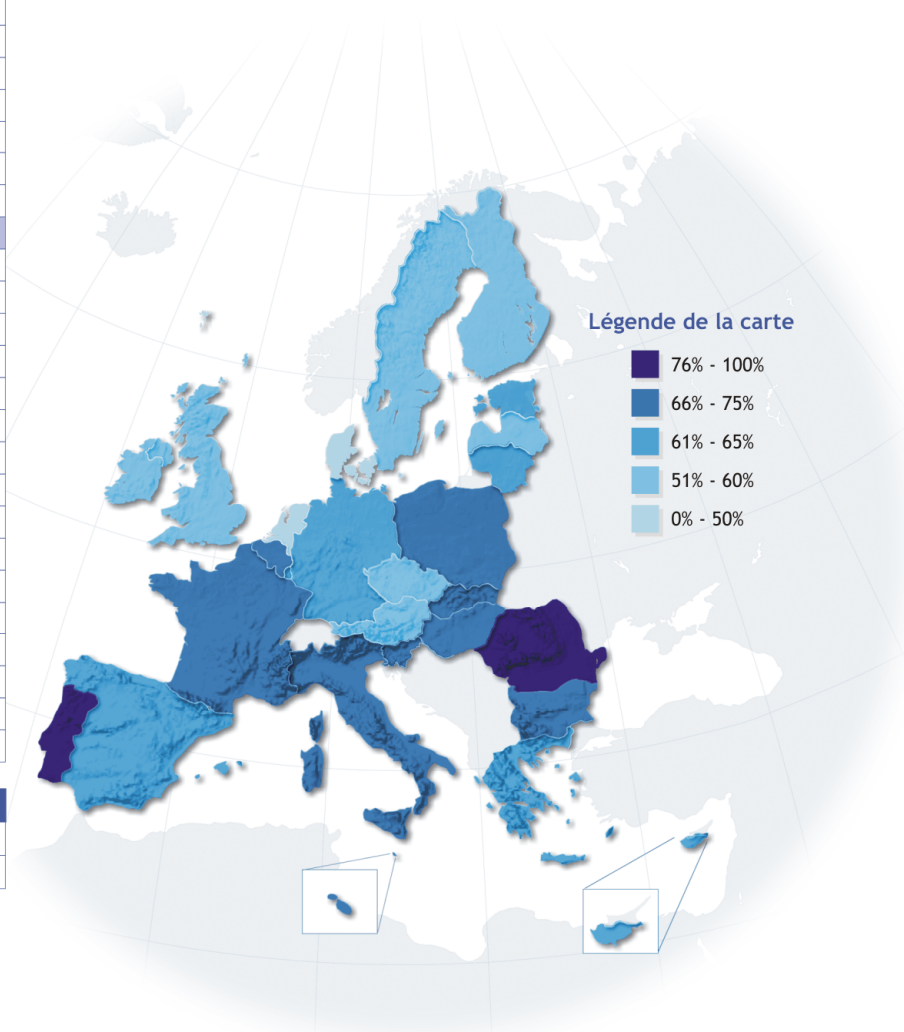
Réponses: Tout à fait d'accord + Plutôt d'accord

#### Résultats par pays

	Portugal	80%
	Italie	74%
	Hongrie	73%
	Slovénie	73%
	Malte	72%
	Pologne	70%
	Belgique	67%
	France	66%
	Slovaquie	66%
	Union européenne (25)	64%
	Luxembourg	64%
	Chypre	64%
	Lituanie	64%
	Allemagne	63%
	Grèce	62%
	Espagne	62%
	Estonie	61%
	Irlande	60%
	Autriche	57%
	République tchèque	57%
	Lettonie	57%
	Suède	55%
	Royaume-Uni	55%
	Finlande	51%
	Danemark	48%
	Pays-Bas	45%

#### Autres pays

	Roumanie	78%
	Bulgarie	69%





























Mais il y a également une majorité absolue de citoyens de l'Union européenne (UE : 64% ; LU 64%) qui est d'avis qu'il faut plus de justice et d'égalité même si cela signifie moins de libertés pour l'individu. Cette attitude est très forte dans tous les Etats membres de l'Union, le score le plus élevé est observé au Portugal (80%) et le plus faible aux Pays-Bas (45%).

Question: QA47\_10. Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous êtes ... ?

Possibilité: La consommation personnelle de cannabis devrait être légalisée en Europe

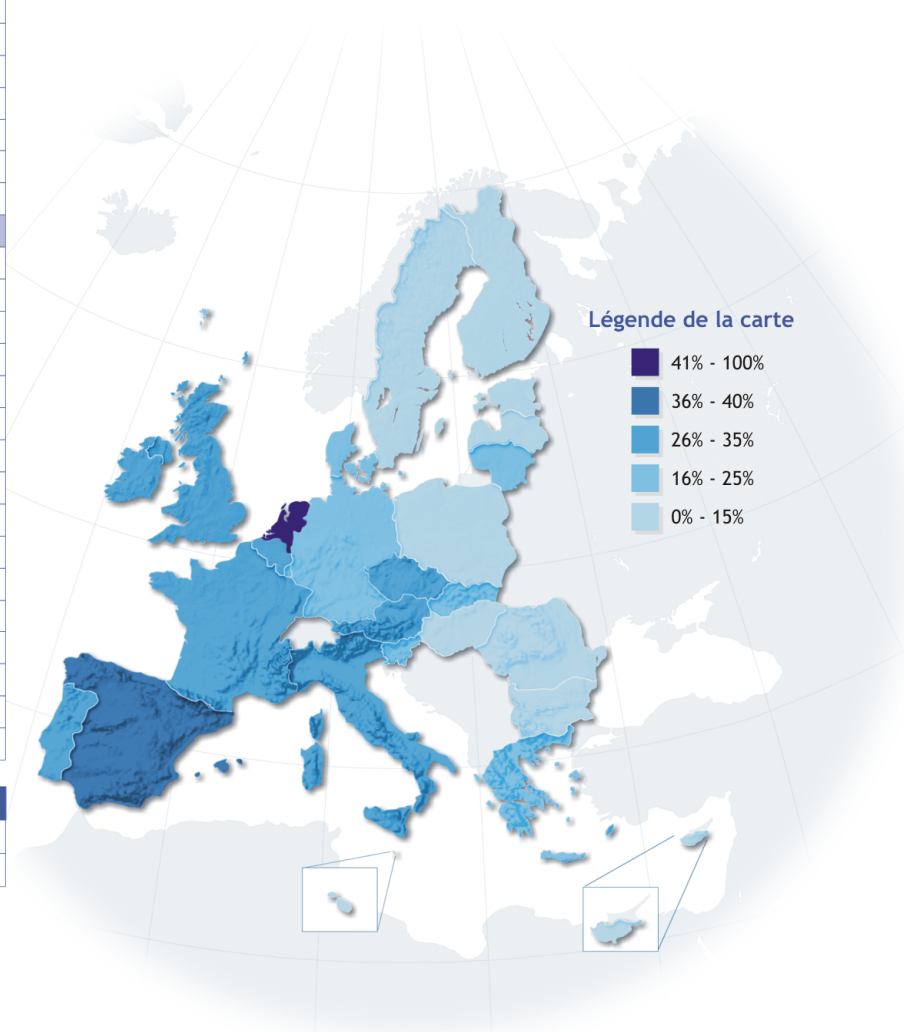
Réponses: Tout à fait d'accord + Plutôt d'accord

#### Résultats par pays

	Pays-Bas	49%
	Espagne	40%
	Royaume-Uni	32%
	République tchèque	32%
	Irlande	30%
	France	28%
	Italie	28%
	Autriche	27%
	Portugal	27%
	Union européenne (25)	26%
	Belgique	26%
	Danemark	22%
	Slovénie	22%
	Luxembourg	20%
	Allemagne	19%
	Grèce	18%
	Lituanie	16%
	Slovaquie	16%
	Estonie	15%
	Malte	15%
	Hongrie	13%
	Lettonie	13%
	Chypre	12%
	Pologne	11%
	Finlande	9%
	Suède	9%

#### Autres pays

	Bulgarie	11%
	Roumanie	10%

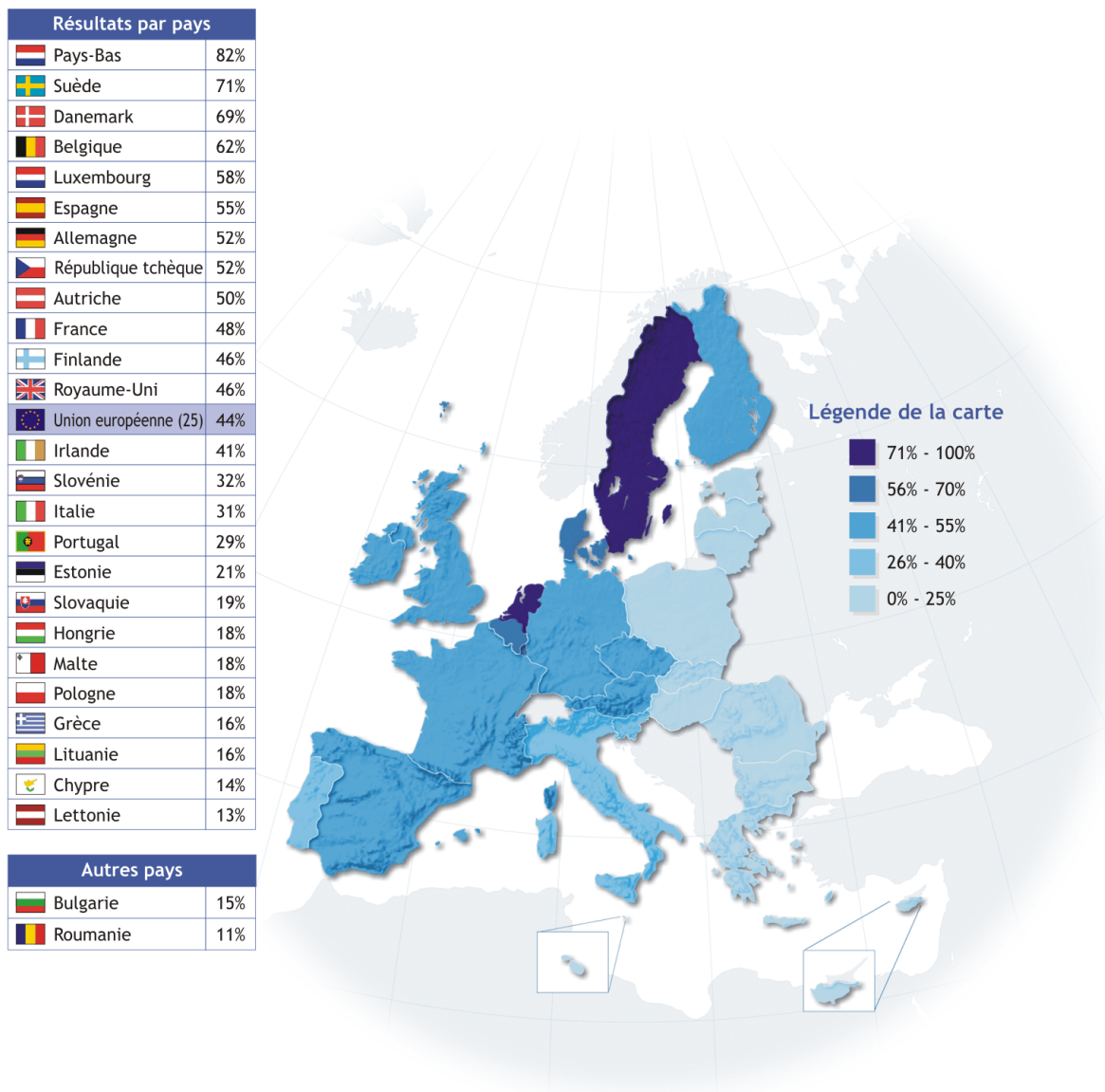


La légalisation du cannabis n'est pas une revendication pouvant s'appuyer sur une opinion publique majoritaire. En effet, seulement un quart (26%) des citoyens de l'Union européenne et un cinquième (20%) des citoyens du Luxembourg soutiennent cette idée. On constate cependant un important appui à cette revendication dans deux Etats membres: Pays-Bas (49%) et en Espagne (40%).

Question: QA47\_11. Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous êtes ... ?

Possibilité: Les mariages homosexuels devraient être autorisés en Europe

Réponses: Tout à fait d'accord + Plutôt d'accord



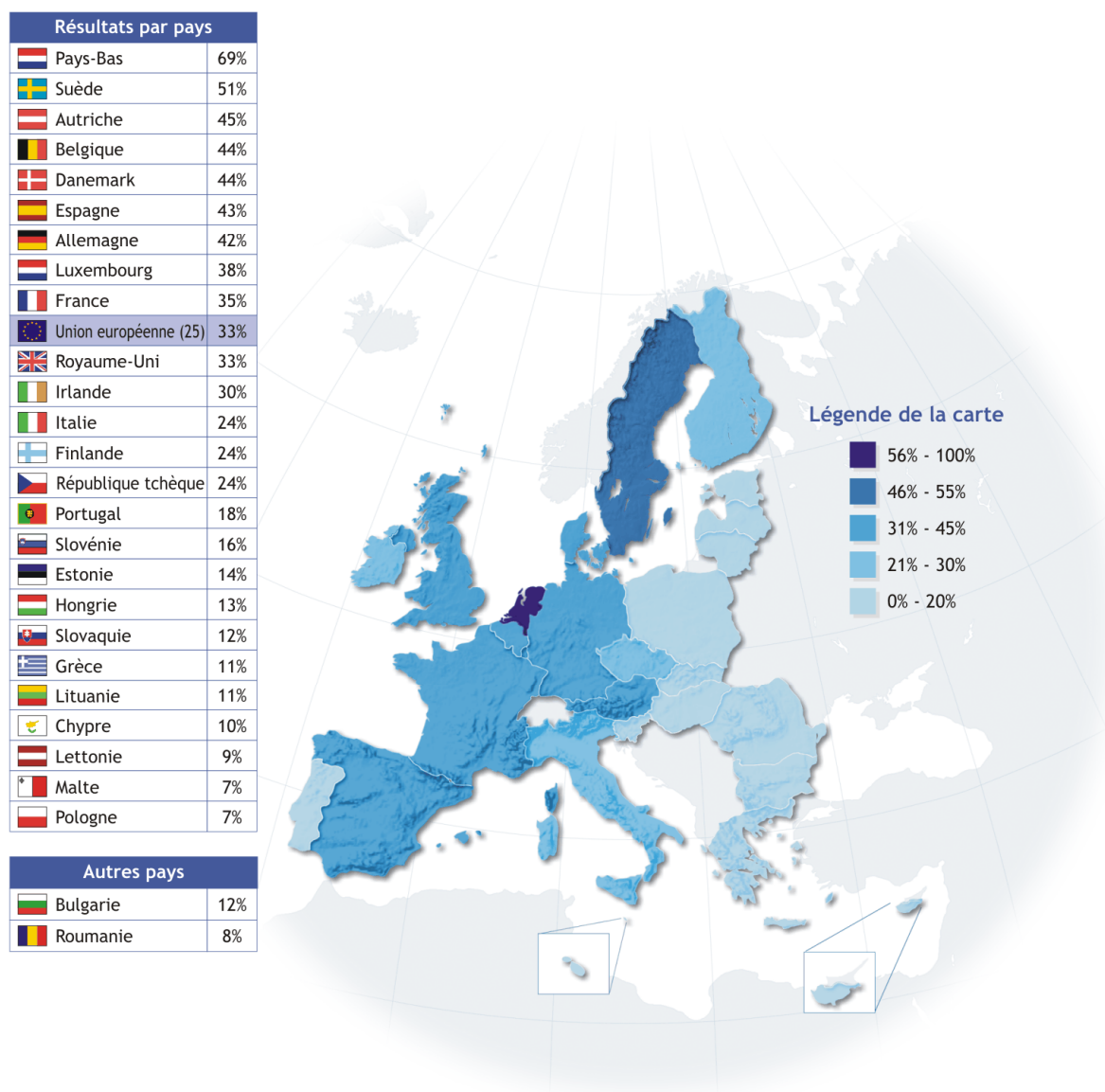
Le mariage des homosexuels partage l'opinion publique européenne : 82% d'opinions favorables aux Pays-Bas, 13% seulement en Lettonie. La moyenne européenne se situe à 44%. Au Luxembourg on note une majorité favorable de 58%.



Question: QA47\_12. Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous êtes ... ?

Possibilité: L'adoption d'enfants devrait être autorisée pour les couples homosexuels en Europe

Réponses: Tout à fait d'accord + Plutôt d'accord





























L'adoption d'enfants par des couples homosexuels est rejetée dans la plupart des pays de l'Union européenne. Le score moyen favorable pour l'UE est de 33% ; il est de 38% au Luxembourg. Aux Pays-Bas (69%) et en Suède (51%), on observe une majorité absolue favorable à l'adoption d'enfants par les couples homosexuels.

Question: QA47\_3. Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous êtes ... ?

Possibilité: Il y a trop d'indulgence de nos jours. Les criminels devraient être plus sévèrement punis

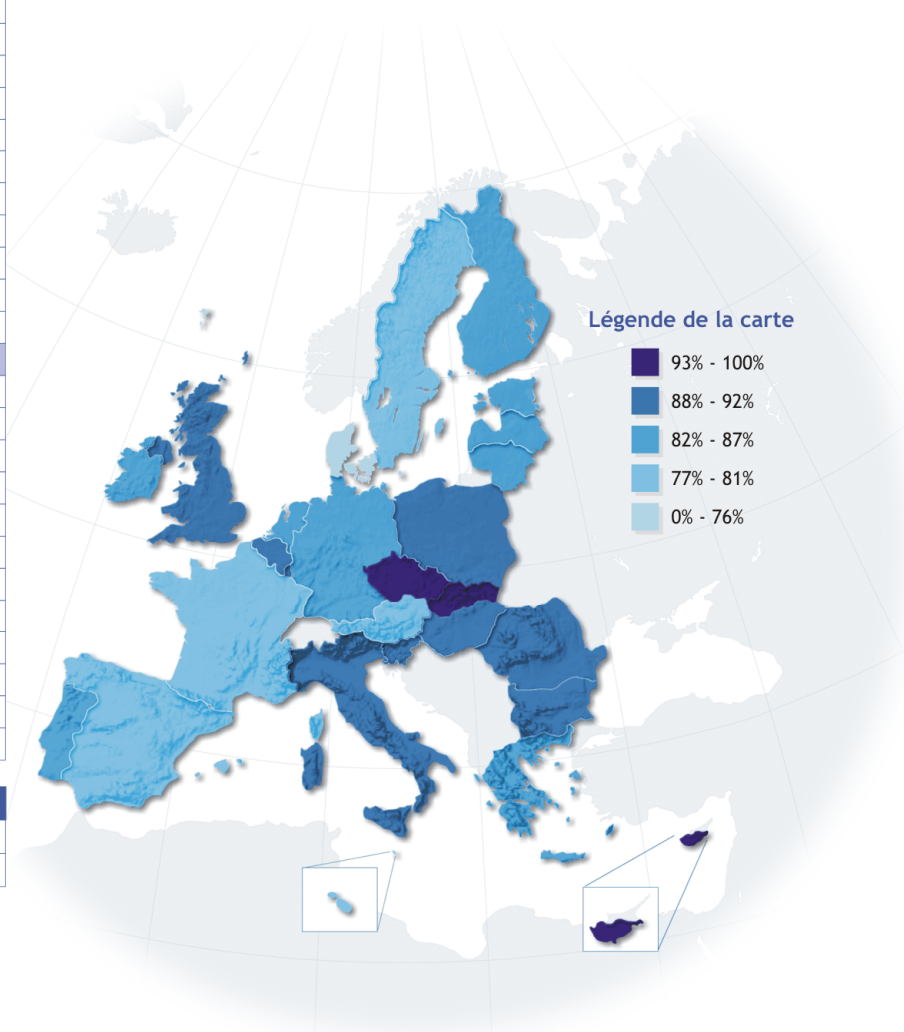
Réponses: Tout à fait d'accord + Plutôt d'accord

#### Résultats par pays

	Chypre	97%
	République tchèque	95%
	Slovaquie	93%
	Belgique	89%
	Luxembourg	89%
	Hongrie	89%
	Slovénie	89%
	Italie	88%
	Royaume-Uni	88%
	Pologne	88%
	Lituanie	87%
	Irlande	86%
	Estonie	86%
	Union européenne (25)	85%
	Allemagne	85%
	Grèce	85%
	Portugal	85%
	Lettonie	84%
	Finlande	83%
	Pays-Bas	82%
	Espagne	81%
	Suède	81%
	Malte	81%
	France	79%
	Autriche	79%
	Danemark	71%

#### Autres pays

	Bulgarie	91%
	Roumanie	90%



Le sentiment qu'il y a trop d'indulgence de nos jours par rapport aux responsables d'actes criminels prédomine fortement dans tous les pays de l'Union européenne. Le score moyen est de 85%, le plus élevé est constaté à Chypre (97%) et le moins élevé au Danemark (71%). L'opinion publique est de toute évidence marquée par le sentiment d'impunité des criminels et souhaite davantage de répression.





























Question: QA47\_5. Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous êtes ... ?

Possibilité: Les immigrants apportent beaucoup à (NOTRE PAYS)

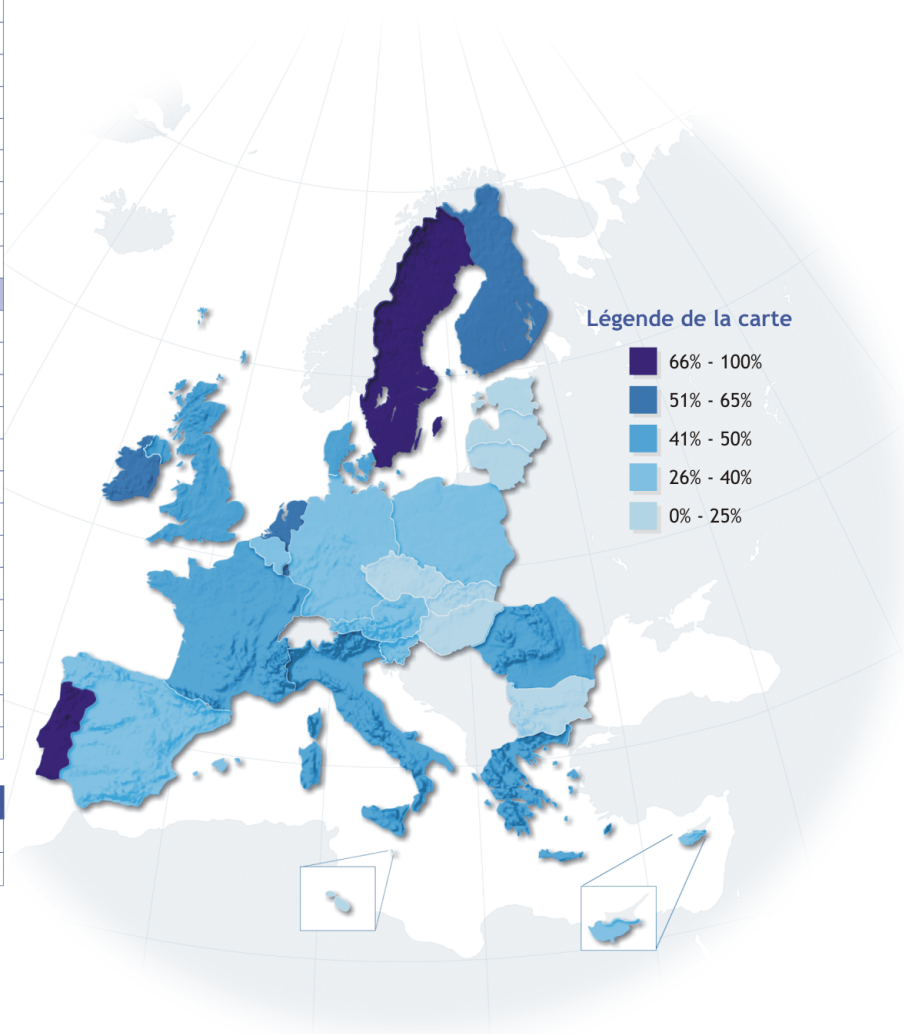
Réponses: Tout à fait d'accord + Plutôt d'accord

#### Résultats par pays

	Suède	79%
	Portugal	66%
	Irlande	56%
	Luxembourg	56%
	Finlande	54%
	Pays-Bas	53%
	Royaume-Uni	47%
	Danemark	45%
	France	45%
	Grèce	43%
	Italie	42%
	Union européenne (25)	40%
	Belgique	40%
	Espagne	40%
	Autriche	37%
	Pologne	34%
	Allemagne	30%
	Chypre	30%
	Slovénie	28%
	Malte	21%
	Lituanie	20%
	Hongrie	19%
	République tchèque	16%
	Estonie	16%
	Lettonie	16%
	Slovaquie	12%

#### Autres pays

	Roumanie	43%
	Bulgarie	22%





























L'immigration est reconnue comme apport positif pour 40% des citoyens européens. Au Luxembourg, où quatre personnes sur dix qui y résident sont de nationalité étrangère (39%), ce score est de 56%. Ce résultat est plus faible qu'en Suède (79%), autre pays d'immigration, mais où la proportion de ressortissants étrangers n'est que de 5%.

Question: QA47\_8. Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous êtes ... ?

Possibilité: La libre concurrence est la meilleure façon de garantir la prospérité

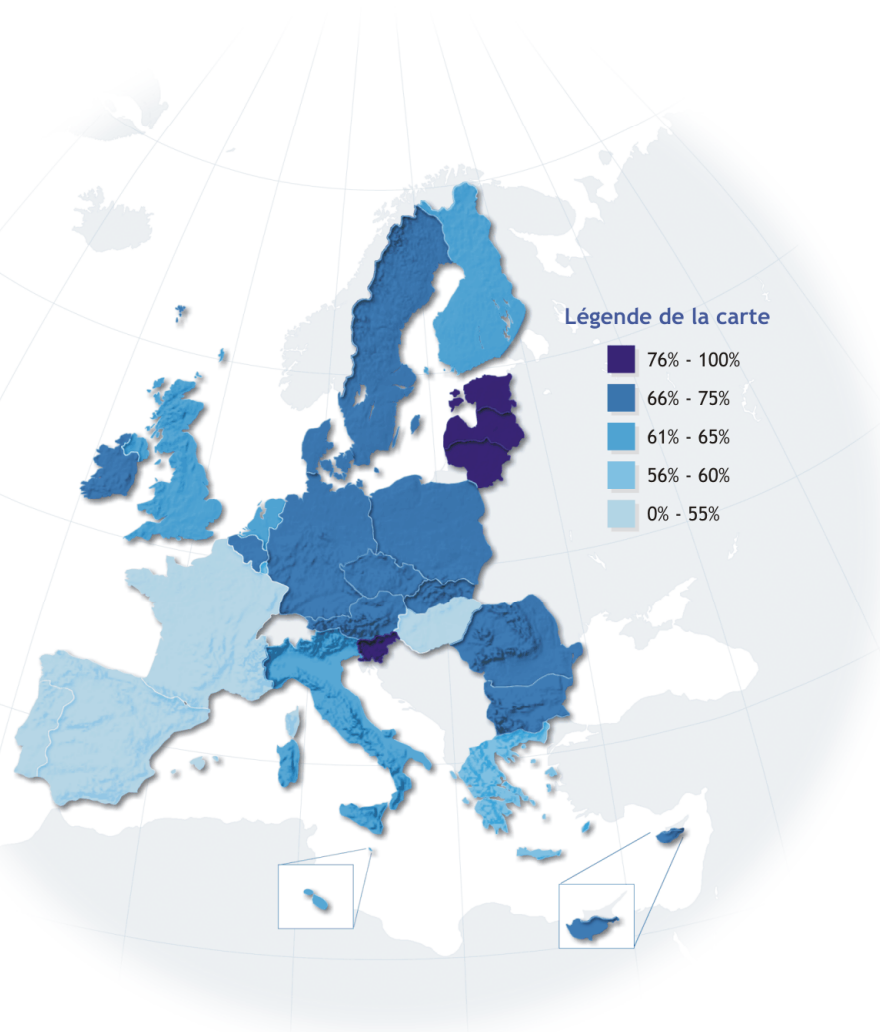
Réponses: Tout à fait d'accord + Plutôt d'accord

#### Résultats par pays

	Lituanie	80%
	Slovénie	80%
	Estonie	79%
	Lettonie	79%
	Allemagne	74%
	Pologne	74%
	Slovaquie	73%
	Suède	72%
	Danemark	71%
	Autriche	71%
	Belgique	70%
	Irlande	70%
	Chypre	69%
	République tchèque	67%
	Malte	65%
	Union européenne (25)	64%
	Italie	64%
	Finlande	64%
	Royaume-Uni	64%
	Pays-Bas	61%
	Grèce	57%
	Luxembourg	57%
	Hongrie	55%
	France	52%
	Espagne	46%
	Portugal	46%

#### Autres pays

	Roumanie	73%
	Bulgarie	68%





























La libre concurrence comme meilleure façon de garantir la prospérité est approuvée par près de 80% des habitants des pays baltes et de la Slovénie, nouveaux pays membres. La moyenne européenne se situe à 64%. Près de deux tiers des citoyens qui approuvent donc cette thèse. Le Luxembourg avec un résultat de 57% se situe en dessous de la moyenne de l'UE.

Question: QA47\_9. Pour chacune des propositions suivantes, pourriez-vous me dire si vous êtes ... ?

Possibilité: La place de la religion dans notre société est trop importante

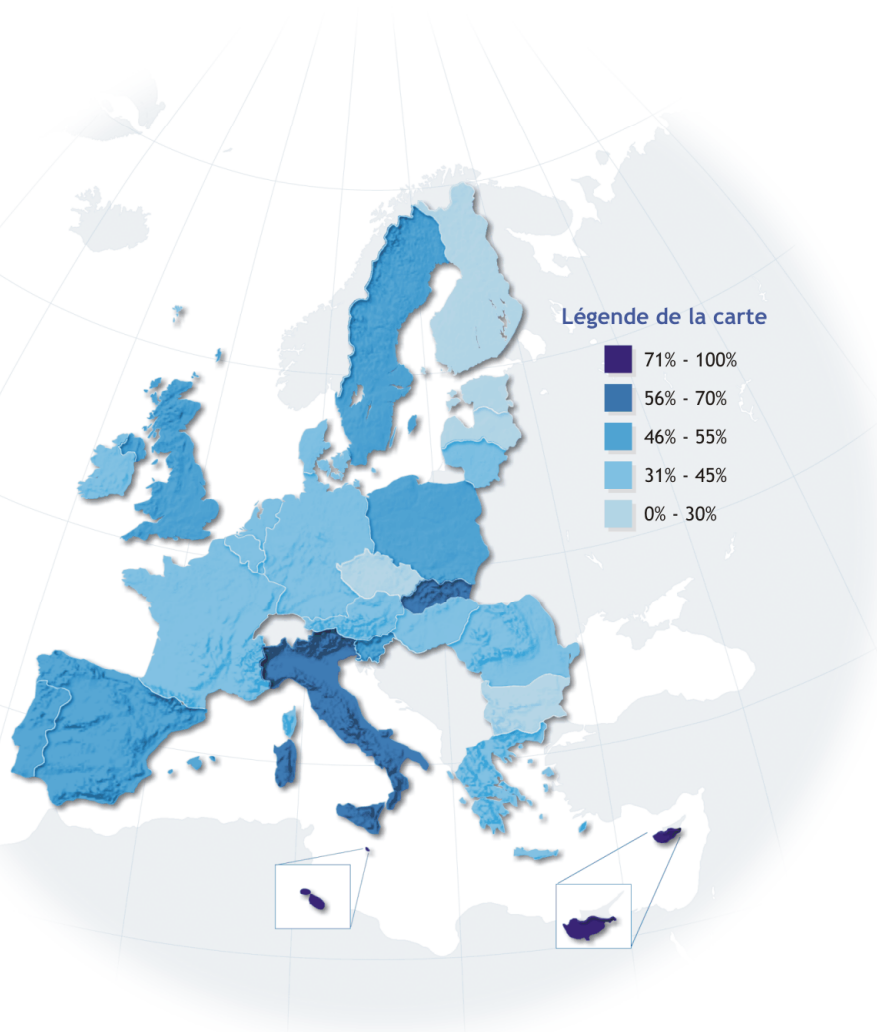
Réponses: Tout à fait d'accord + Plutôt d'accord

#### Résultats par pays

 Chypre	81%
 Malte	71%
 Italie	63%
 Slovaquie	56%
 Pologne	55%
 Slovénie	55%
 Royaume-Uni	53%
 Portugal	50%
 Espagne	49%
 Union européenne (25)	46%
 Suède	46%
 Autriche	44%
 Belgique	43%
 France	43%
 Irlande	42%
 Lituanie	41%
 Luxembourg	36%
 Allemagne	34%
 Grèce	34%
 Danemark	32%
 Pays-Bas	32%
 Hongrie	32%
 République tchèque	27%
 Lettonie	27%
 Finlande	23%
 Estonie	19%

#### Autres pays

 Roumanie	37%
 Bulgarie	20%



Près de la moitié (46%) des citoyens européens estiment que la religion occupe une place trop importante dans notre société. Ce sentiment est partagé par 81% des Chypriotes, 71% des Maltais et 63% des Italiens, mais seulement 36% des Luxembourgeois. La Finlande (23%) et l'Estonie (19%) se situent en fin du classement.